

15 novembre 2019



BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2019-11

**Direction
de l'information légale
et administrative**

26, rue Desaix
75727 Paris Cedex 15
ISSN : 1282-7924

Édité par :

La délégation à l'information
et à la communication
du ministère de l'intérieur

Directeur de la publication :

Thomas CAMPEAUX,
directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

Sommaire chronologique

	Pages
	—
22 mai 2019	
Décision n° 39014 du 22 mai 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	59
3 juillet 2019	
Décision n° 12742 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	71
2 août 2019	
Décision n° 45052 du 2 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique ».....	73
7 août 2019	
Décision n° 47037 du 7 août 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique ».....	74
16 août 2019	
Instruction interministérielle du 16 août 2019 relative à l'amélioration de la coordination du suivi des étrangers incarcérés faisant l'objet d'une mesure d'éloignement.....	17
22 août 2019	
Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	37
Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	38
5 septembre 2019	
Décision n° 33921 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest	75
10 septembre 2019	
Décision n° 29223 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	77
11 septembre 2019	
Décision n° 8420 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	79

13 septembre 2019

Décision n° 25953 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	80
Décision n° 29435 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	82
Décision n° 47040 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	84

17 septembre 2019

Décision n° 14377 du 17 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	86
Décision n° 54984 du 17 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »	88

24 septembre 2019

Arrêté du 24 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	39
---	----

25 septembre 2019

Arrêté du 25 septembre 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique	146
--	-----

27 septembre 2019

Arrêté du 27 septembre 2019 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	40
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	41
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	42
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	43
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	44
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	45
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	46
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	47

30 septembre 2019

Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	48
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	49
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	50
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	51
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	52

1^{er} octobre 2019

Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	53
Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	54
Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	55
Décision du 1^{er} octobre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	5

2 octobre 2019

Décision n° 11 175 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	89
Décision n° 14695 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »	91
Décision n° 14697 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie ».....	93
Décision n° 14698 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française ».....	94
Décision n° 31883 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	95
Décision n° 37676 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	97
Décision n° 37827 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	99

3 octobre 2019

Décision n° 67069 du 3 octobre 2019 portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	60
Décision n° 11366 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	101

	Pages
Décision n° 22806 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	103
Décision n° 31669 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	105
Décision n° 58661 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	107

4 octobre 2019

Décision n° 15569 du 4 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne	110
Décision n° 68519 du 4 octobre 2019 portant agrément pour un second séjour outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	29
Décision n° 68565 du 4 octobre 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et des sous-officiers de gendarmerie, spécialistes « affaires immobilières »	31

7 octobre 2019

Décision n° 5819 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air	111
Décision n° 18150 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	112
Décision n° 18322 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	114
Décision n° 65336 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »	116
Décision n° 65341 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »	117

8 octobre 2019

Arrêté du 8 octobre 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique	147
Décision n° 12591 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	118
Décision n° 23136 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	120
Décision n° 23137 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	122
Décision n° 47236 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	123
Décision n° 47246 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	125

9 octobre 2019

Arrêté du 9 octobre 2019 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.....	148
--	------------

10 octobre 2019

Arrêté du 10 octobre 2019 relatif à la composition du comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale.....	26
Arrêté du 10 octobre 2019 relatif à la composition du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale	27
Décision n° 1920 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	127
Décision n° 28849 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	128
Décision n° 32432 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	130
Décision n° 44805 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	132

11 octobre 2019

Arrêté du 11 octobre 2019 portant la répartition des sièges des représentants des personnels à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale.....	14
Arrêté du 11 octobre 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique	149
Décision n° 7998 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	134
Décision n° 14160 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	135
Décision n° 17388 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne	137
Décision n° 44806 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	139
Décision n° 60600 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique ».....	141
Convention de délégation de gestion du 11 octobre 2019	1

14 octobre 2019

Décision du 14 octobre 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	6
Décision n° 15915 du 14 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	143

15 octobre 2019

Décision n° 70180 du 15 octobre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	145
Décision n° 71032 du 15 octobre 2019 fixant le nombre de places offertes en 2019 aux deux concours de l'enseignement supérieur du deuxième degré.....	36

18 octobre 2019

Décision n° 68682 du 18 octobre 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	69
--	-----------

21 octobre 2019

Décision n° 71/2019 du 21 octobre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail.....	150
--	------------

23 octobre 2019

Arrêté du 23 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	56
--	-----------

28 octobre 2019

Arrêté du 28 octobre 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale.....	28
--	-----------

29 octobre 2019

Arrêté du 29 octobre 2019 portant nomination au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	57
Décision du 29 octobre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	12

31 octobre 2019

Arrêté du 31 octobre 2019 portant nomination au Conseil national des opérations funéraires.....	13
--	-----------

Sommaire thématique

	Pages
<i>Administration générale</i>	
<i>Délégations de gestion</i>	
Convention de délégation de gestion du 11 octobre 2019	1
<i>Délégations de signature</i>	
Décision du 1^{er} octobre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	5
Décision du 14 octobre 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	6
Décision du 29 octobre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	12
<i>Collectivités territoriales</i>	
Arrêté du 31 octobre 2019 portant nomination au Conseil national des opérations funéraires	13
<i>Élections</i>	
Arrêté du 11 octobre 2019 portant la répartition des sièges des représentants des personnels à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale	14
<i>Immigration et asile</i>	
Instruction interministérielle du 16 août 2019 relative à l'amélioration de la coordination du suivi des étrangers incarcérés faisant l'objet d'une mesure d'éloignement	17
<i>Personnels d'État</i>	
Arrêté du 10 octobre 2019 relatif à la composition du comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale	26
Arrêté du 10 octobre 2019 relatif à la composition du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale	27
Arrêté du 28 octobre 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale	28
Décision n° 68519 du 4 octobre 2019 portant agrément pour un second séjour outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	29
Décision n° 68565 du 4 octobre 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et des sous-officiers de gendarmerie, spécialistes «affaires immobilières»	31
Décision n° 71032 du 15 octobre 2019 fixant le nombre de places offertes en 2019 aux deux concours de l'enseignement supérieur du deuxième degré	36

Attribution de qualifications et titres

Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	37
Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	38
Arrêté du 24 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	39
Arrêté du 27 septembre 2019 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	40
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	41
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	42
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	43
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	44
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	45
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	46
Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	47
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	48
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	49
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	50
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	51
Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	52
Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	53
Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	54
Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	55
Arrêté du 23 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	56
Arrêté du 29 octobre 2019 portant nomination au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	57
Décision n° 39014 du 22 mai 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	59

Décision n° 67069 du 3 octobre 2019 portant attribution de la prime de fidélisation aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	60
Décision n° 68682 du 18 octobre 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	69
<i>Avancements et promotions</i>	
Décision n° 12742 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	71
Décision n° 45052 du 2 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique»	73
Décision n° 47037 du 7 août 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique»	74
Décision n° 33921 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest	75
Décision n° 29223 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	77
Décision n° 8420 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	79
Décision n° 25953 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	80
Décision n° 29435 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	82
Décision n° 47040 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	84
Décision n° 14377 du 17 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	86
Décision n° 54984 du 17 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique»	88
Décision n° 11 175 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	89
Décision n° 14695 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie».....	91
Décision n° 14697 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie»	93
Décision n° 14698 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «orchestres-chœur de l'armée française»	94
Décision n° 31883 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	95
Décision n° 37676 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	97
Décision n° 37827 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	99

Décision n° 11366 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	101
Décision n° 22806 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	103
Décision n° 31669 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	105
Décision n° 58661 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	107
Décision n° 15569 du 4 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne	110
Décision n° 5819 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air	111
Décision n° 18150 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	112
Décision n° 18322 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	114
Décision n° 65336 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	116
Décision n° 65341 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures»	117
Décision n° 12591 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	118
Décision n° 23136 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	120
Décision n° 23137 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	122
Décision n° 47236 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	123
Décision n° 47246 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	125
Décision n° 1920 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	127
Décision n° 28849 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne	128
Décision n° 32432 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	130
Décision n° 44805 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	132
Décision n° 7998 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	134

	Pages
Décision n° 14160 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	135
Décision n° 17388 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne	137
Décision n° 44806 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	139
Décision n° 60600 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique»	141
Décision n° 15915 du 14 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	143
Décision n° 70180 du 15 octobre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	145

Polices administratives

Arrêté du 25 septembre 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique	146
Arrêté du 8 octobre 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique	147
Arrêté du 9 octobre 2019 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.....	148
Arrêté du 11 octobre 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique	149
Décision n° 71/2019 du 21 octobre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L.8271-6-3 du code du travail.....	150

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Convention de délégation de gestion du 11 octobre 2019

NOR : INTJ1922212X

Entre :

La direction générale de la gendarmerie nationale, représentée par le général de corps d'armée Laurent TAVEL, directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale, dénommé ci-après «Le délégué»,

Et :

Le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est, représenté par M. Michel VILBOIS, préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone de défense et de sécurité Est, dénommé ci-après «Le délégataire»,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure;

Vu le décret n° 2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2014 fixant l'assignation des dépenses et des recettes de certains ordonnateurs principaux délégués de l'État sur des comptables principaux des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2015 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État;

Vu l'arrêté du 30 juin 2017 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

Vu la décision du 22 août 2018 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et d'unité opérationnelle pour le programme 152 – Gendarmerie nationale;

Vu la délégation de gestion du 10 novembre 2009 entre le responsable de programme 152 «Gendarmerie nationale» (DGGN) et la direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières (DEPAFI) du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales;

Vu la circulaire du 30 avril 2014 sur la mise en place et fonctionnement des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI),

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégué confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement de certaines dépenses relevant de certaines UO du P152 - Gendarmerie nationale strictement listées en annexe.

Le délégué assure le pilotage des AE et des CP. Le délégué n'est pas dégagé de ses responsabilités sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire. Il est néanmoins entendu qu'en cas de faute ou d'erreur manifeste commise par le délégataire dans l'accomplissement des missions qui lui sont déléguées, la responsabilité du délégué ne saurait être engagée.

La délégation de gestion porte sur les actes relevant de l'ordonnancement des dépenses et des recettes précisés dans les articles ci-dessous et l'ensemble des procédures de passation des marchés nécessaires à l'exécution des opérations relevant de la commande publique.

Pour les dépenses hors investissement, les modalités d'exécution financière, telles que fixée en local *via* le protocole portant contrat de service en matière budgétaire et financière signé le 19 janvier 2018, s'appliquent.

En matière immobilière, la présente délégation de gestion s'exécute dans le respect des obligations fixées par la délégation de gestion du 10 novembre 2009 susvisée.

Article 2

Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

À ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction technique d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres à payer et l'émission des titres de perception.

2.1. En matière d'exécution financière et de commande publique, le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

- il saisit et valide les engagements juridiques ;
- il notifie aux fournisseurs les bons de commande ;
- il saisit la date de notification des actes ;
- il certifie le service fait ;
- il centralise la réception de l'ensemble des demandes de paiement à partir des factures dématérialisées, notamment *via* le portail CHORUS PRO (sauf cas particuliers) ;
- il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;
- il procède au recueil de l'avis préalable du contrôleur budgétaire régional et du responsable ministériel des achats selon les seuils fixés ;
- il saisit et valide les engagements de tiers et les titres de perceptions ;
- il réalise, en liaison avec les services du délégant, les travaux de fin de gestion ;
- il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne financier et met en œuvre le contrôle interne de premier niveau au sein de sa structure ;
- il procède à l'archivage des pièces administratives et comptables correspondant aux opérations qui lui incombent.

2.2. Le délégant reste responsable de :

- la programmation en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) ;
- le dialogue de gestion avec les responsables de budgets opérationnels et d'unités opérationnelles ;
- la disponibilité de la ressource en AE et CP ;
- l'archivage des pièces correspondant aux opérations qui lui incombent.

Article 3

Obligations mutuelles du délégant et du délégataire

Le délégant et le délégataire s'engagent mutuellement, dans un intérêt partagé, pour la partie des procédures qui leur incombent respectivement, à tout mettre en œuvre pour :

- favoriser l'exécution des dépenses dans les délais et les conditions légalement, réglementairement et contractuellement, le cas échéant, prescrites ;
- et développer les échanges et relations entre leurs services à cette fin.

Article 4

Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de son activité.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

Article 5

Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 6

Modalités administratives d'exécution de la délégation

Le délégataire est autorisé à subdéléguer, sous sa responsabilité, par voie de délégation de signature, aux personnels placés sous son autorité, l'exécution dans l'outil CHORUS d'actes relevant de la compétence de l'ordonnateur.

Il s'assure que tous les personnels placés sous son autorité et effectuant dans l'outil CHORUS des actes relevant de la compétence de l'ordonnateur sont titulaires d'une telle délégation de signature. La mise à jour de cette délégation en cas de changement du délégant ou du délégataire relève de sa responsabilité.

Article 7

Durée, reconduction et résiliation du document

La présente délégation prend effet à compter de la date de signature par les deux parties pour une durée d'un an. Elle est reconduite par tacite reconduction d'année en année.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définies d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion sur l'initiative d'une des parties. Cette résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois minimum à compter de la notification d'une décision de dénonciation de la présente convention adressée à l'autre partie.

L'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire, le contrôleur budgétaire régional et le contrôleur budgétaire et comptable ministériel sont informés par tout moyen de la décision de résiliation de la présente convention.

Article 8

Information du contrôleur budgétaire et comptable ministériel et du comptable assignataire

Une copie du présent document et de ses avenants est adressée par le délégant au contrôleur budgétaire et comptable ministériel et au comptable assignataire concerné.

Une copie de ces documents est adressée par le délégataire au contrôleur budgétaire régional.

Article 9

Publication

La présente convention comporte 5 feuillets dont une annexe.

Cette convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait en 2 exemplaires, le 11 octobre 2019.

Le délégant :

*Le général de corps d'armée,
Directeur des soutiens et des finances
de la gendarmerie nationale,*
LAURENT TAVEL

Le délégataire :

*Le préfet délégué pour la défense et la sécurité
de la zone de défense et de sécurité Est,*
MICHEL VILBOIS

ANNEXE

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme (BOP)	RESPONSABLE du budget opérationnel de programme (BOP)	NUMÉRO ET NOM de l'unité opérationnelle (UO)	RESPONSABLE de l'unité opérationnelle (UO)
0152 - CDGN BOP national commandement et soutien	Général, major général de la gendarmerie nationale	0152-CDGN-CCAB UO CENTRALE CABINET	Chef du cabinet du directeur général de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CDSF UO CENTRALE DSF	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CDCE UO CENTRALE DCE	Directeur des opérations et de l'emploi de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CDPM UO CENTRALE DPMGN	Directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CSOP UO CENTRALE CSOP	Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CFAG UO CENTRALE CDT FORCES AÉRIENNES GN	Commandant des forces aériennes de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CPJG UO CENTRALE PÔLE JUDICIAIRE GN	Commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CGTA UO CENTRALE GTA	Commandant de la gendarmerie des transports aériens
		0152-CDGN-CGIG UO CENTRALE GIGN	Commandant du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CINF UO CENTRALE INFRASTRUCTURE	Chef du bureau des affaires immobilières gendarmerie nationale de la direction de l'évaluation de la performance, et des affaires financière et immobilières
		0152-CDGN-CSAE UO CENTRALE SAELSI	Chef du service de l'achat des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure
		0152-CDGN-CICS UO CENTRALE INVESTISSEMENTS CENTRALISÉS	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CIDS UO CENTRALE INVESTISSEMENTS DÉCENTRALISÉS	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CSi2 UO CENTRALE ST(SI)2	Chef du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure
		0152-CDGN-CINT UO CENTRALE INTÉRIEUR	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CGMO UO GENDARMERIE MOBILE	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CSIC UO DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CCIG UO COOPÉRATION INTERNATIONALE GENDARMERIE	Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale
		0152-CDGN-CSEN UO COSSEN	Commandant du commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1^{er} octobre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1930353S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée aux auditeurs et auditrices asile, ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement:

1° À la direction territoriale de Melun:

M. Ratiba Zaïba, jusqu'au 29 février 2020 inclus.

2° À la direction territoriale de Montrouge:

Mme Martha Basolua, jusqu'au 31 août 2020 inclus,

Mme Romane Bonnème, jusqu'au 31 août 2020 inclus.

3° À la direction territoriale de Paris:

Mme Florence Dolle Schmitt, en contrat à durée indéterminée,

M. Susumu Mitsumoto, jusqu'au 30 décembre 2019 inclus,

M. Patrice Maury, jusqu'au 31 août 2020 inclus.

4° À la direction territoriale de Reims:

Mme Laëtitia Cambon, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur,

Mme Lucile Lefèvre, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur,

Mme Séverine Vicente, en contrat à durée indéterminée,

Mme Corinne de Monclin, en contrat à durée indéterminée,

Mme Marine Ellul, jusqu'au 30 septembre 2020 inclus,

Mme Jacqueline Lefèvre, jusqu'au 31 décembre 2019 inclus,

Mme Melody Tavares, jusqu'au 31 décembre 2019 inclus,

M. Benjamin Malherbe, jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

5° À la direction territoriale de Strasbourg:

Mme Meriem Chiba, jusqu'au 30 septembre 2022 inclus.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} octobre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 14 octobre 2019 portant délégation de signature du directeur général
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1929542S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret n° 60-1066 du 4 octobre 1960 portant publication de la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, en tant que de besoin, toutes réquisitions de la force publique, ainsi que tous actes administratifs, décisions individuelles, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 2

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, d'une manière générale, tous documents, certificats, courriers ou actes relevant de leurs attributions, et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 3

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, M. Pierre Couturier, conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 4

Délégation est donnée à M. Thierry Doucement, chef du service des ressources humaines et de la formation professionnelle, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion des ressources humaines et la formation professionnelle de l'office.

Article 5

Délégation est donnée à MM. Marc Nedelian, chef du bureau du recrutement, de la mobilité et de la formation, Sébastien Boiron, chef du bureau de la gestion administrative des personnels, ou, en son absence, à M. Vincent Chervier, son adjoint, à Mmes Pauline Paringaux, chef du bureau des affaires statutaires, du dialogue social et de la qualité de vie au travail, et Cécile Le Gall, chef du bureau des rémunérations, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

Article 6

Délégation est donnée à Mme Pascale Doucement, chef du service du budget, ou en son absence, à M. Philippe Bolmin, son adjoint, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions relevant de ses attributions, tous engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 7

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, à Mme Régine Bordes, chef du service de l'interprétariat, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Michel Nunez, à MM. Jean-Paul Levi, chef du service de l'informatique et Philippe Truy, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

Article 8

Délégation est donnée à Mme Emilie Dubuc, MM. Juan De Vasconcelos et Alexis Raymond, secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer au service de l'interprétariat, à l'effet de signer les bons de commandes de prestations d'interprétariat et de traduction nécessaires à l'activité de l'office.

Article 9

Délégation est donnée à M. Mourad Derbak, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Aline Montaubrie, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

Article 10

Délégation est donnée à M. Pascal Roig, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à M. Ghislain de Kergorlay, attaché d'administration de l'État hors classe, adjoint du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du même code, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 11

Délégation est donnée à Mme Laurence Duclos, attachée d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Valérie Vivien, attachée principale d'administration de l'État, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et de l'article 1^{er} du décret n° 2018-385 du 23 mai 2018 portant expérimentation de certaines modalités de traitement des demandes d'asile en Guyane, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 12

Délégation est donnée à Mme Sylvie Jimenez, MM. Franck Eyheraguibel et Guillaume Lefebvre, attachés d'administration de l'État hors classe, chefs de division, et, en leur absence, à leurs adjoints, M. François Doyharçabal, attaché d'administration de l'État hors classe, Mmes Leila Benshila-Kesen et MM. François Corbin, attachés principaux d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de

protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 13

Délégation est donnée à Mmes Christine Bargoin, Sylvie Bergier-Diallo, Delphine Bordet, Leïla Chebbi, Marie Despretz, Frédérique Dupont, Sandra Fayolle, Véronique Péchoux, Adrienne Rodriguez Cruz et Jeanne Ruscher, MM. Tanguy Coste-Chareyre, Matthieu Leblic, Olivier Monlouis, Alexis Reversat, Jean-Michel Salgon et Nicolas Wait, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Marie-Anne Berlioz, Caroline Boudou, Sakina Boukhaima-Bonne, Isabelle Castagnos, Camille Désert, Floriane Grillet, Jeanne Guegan, Diane Jeremic, Anita Martins, Elsa Mattéodo, Lilit Oskeritsian, Mélina Pelé, Marie Ripert, Charlotte Rouillard et Estelle Toureau, MM. Murat Aysel, Michaël Bérardan, Joris Eberhardt, Philippe Gabsi Botto, Edouard Gaussares, Lucas Guffanti, Kévin Iselin, Martin Labrousse, Julien Limare, Vincent Parral, Grégory Pienoz et Erwan Soquet, attachés d'administration de l'État, Mmes Lucie Combattelli, Emeline Dubois et Charlotte Le Pelletier de Woillemont, MM. Jean-Marie Delbosc d'Auzon et Loïc Vercaemst, officiers de protection contractuels, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 14

Délégation est donnée à M. Didier Mouton, attaché d'administration de l'État hors classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 15

Délégation est donnée à Mme Maud Benoist et M. David Toledano, attachés principaux d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Line Abarah, Meltem Bailly, Gwenaële Blere, Madeline Brocchetto, Maria-Luz Carbajosa Julia, Hélène Carton-Garrone, Elodie Clerc, Apolline Coanga, Pauline Cousquer, Cécile Dauphin, Fatoumata Diarra, Armelle Dieudegard, Sophie Estébe, Anne Eyraud Kodais, Chloé Fiaschi, Laëtitia Herlin, Milka Kahn, Sarah-Laure Kutek, Laëtitia Langlois, Maëlle Le Bris, Isabelle Lecoeur, Yacinthe Le Grand, Flora Lemoine-Gouedard, Stéphanie Lescieux, Adélia Machado-Gomes, Françoise Marias, Elise Mellon, Julie Nael, Hélène Paveto Gaubrie, Violaine Pitty, Anila Poher, Magali Prats, Pauline Querbes, Emilie Rozier, Vanessa Sarti, Laëtitia Stora, Clotilde Terrien, Kady Traore et Ingrid Werler, MM. Pierre Amiet, Aurélien Baron, Paul Bier, Sébastien Conan, Etienne Casemajor Loustau, Michel Diricq, Antoine Dubois, Adrien Faraci, Jean Gibaud, Emmanuel Haentjens, Mohamed Hamdani, Benoît Hemelsdael, Matthias Hourdouillie, Olivier Jacquelin, Frédéric Manquat, Jérôme Mariotto, Samuel Marquis, Farid Nasli Bakir et Gilles Wallon, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Sophie Bouchar, Amina Bouchene, Milena Creff, Marlène Eisenbarth, Julie Lavergne, Anouk Lerais, Héloïse Levoir, Elisa Martini, Orégan Morisse, Charlotte Mougey, Lucille Nattiez, Aloyse Oertli, Amélie Pépin, Mathilde Perdriset, Anaïs Petinelli-Breil, Eugénie Valleron et Mailys Ythier, MM. Marc Da Piedade, Charles Jacob, Matthieu de La Rochefoucauld, Jacques Maddaloni, Benoît Prost, Jérémie Schwartz, Benjamin Tailhefer, Emeric Van Laethem et Matthias Waller, officiers de protection contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-11 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant à leurs attributions, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 16

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, Mme Coralie Capdeboscq, attachée d'administration de l'État hors classe, chargée de mission, Mme Céline Seyer et M. Michel Eyrolles, attachés principaux d'administration de l'État, Mme Lola Maze, attachée d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des réfugiés ou de la mise en cause de la responsabilité de l'office, tous actes visés aux articles 40 du code de procédure pénale et à l'alinéa 2 de l'article L. 722-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de réquisition de l'autorité judiciaire se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 17

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 18

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, M. Michel Eyrolles, attaché principal d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive ou de refus d'accès portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 19

Délégation est donnée à M. Lakdar Kriouche, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Carole Thine, adjointe administrative principale de 1^{re} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Géraldine Crespín et Dahbia Djoudi, M. Madjid Badaoui, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Pauline Salomon, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Marlène Pezo et M. Patrice Cabaret, adjoints administratifs de chancellerie, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 20

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, attaché principal d'administration de l'État, à Mme Anne Lise Marzal, attachée principale d'administration de l'État, chef du service de l'introduction, de l'accueil et du courrier, à Mmes Kaysone Cremoux et Caroline Pierson, M. Stéphane Ysmal, attachés d'administration de l'État, M. Grégory Gabriel, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Marie-Josée Baramble et Corinne Sabas, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chefs d'unité, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 723-13 (1^o et 3^o) et R. 723-1, alinéa 3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 21

Délégation est donnée à Mmes Yasmina Ben Haddou, Barbara Coutard et Frédérique Dubois, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Maywash Afzal-Israr, Sabrina Agostini, Ghania Ammarkhodja, Sabrina Anatole, Soria Bassim, Jacqueline Beausseron, Kaoûtâr Ben Abdelfadel, Christelle Branthome, Isabelle Buteau, Marie Laurence Cardia, Fatima Chahboun, Maria-Louisa Diarra, Ghislaine Eniona, Adama Faye, Inès Gassab, Laure Guillet, Senay Guventurk, Smina Hadjici, Christelle Kujoukian, Lylia Larinouna, Dominique Lefebvre, Jeanine Lourenço, Parilgna Ou, Lydia Outaleb, Corinne Robert et Marie-Josée Urgin, MM. Yacine Bouzahir, Telly Gotin, Michel Louiset, Didier Meslin, Vincenzo Romano, Philippe Saadoun et Martin Sureau, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sonia Da Cunha Mota, Baya Hammani, Farah Kassou, Estelle Nabo, Johana Rémy, Audrey Reutter et Liliane Rossetto, M. Mikaël Loucano, adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Voahangy Ainasoa Andriantsaraharifara, Nathalie Bernardo, Lydia Berthollet, Ashley Guehi, Carole Lefèvre, Ludivine Linéré, Priscilla Lourenço, N'Deye Fatou N'Dour, Laëtitia Paroty, Guessy Soukouna Gassama, Chloë Tisseront et Tiguida Toure, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les lettres d'introduction prévues à l'alinéa 3 de l'article R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 22

Délégation est donnée à M. Ludovic Champain-Sellier, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Hamida Echikr, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs ou de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du même code, tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

Article 23

Délégation est donnée à Mme Johanne Mangin, attachée d'administration de l'État hors classe, Mmes Béatrice Bigot, Anne-Charlotte Lelong et Anne-Sophie Mocquet, attachées principales d'administration de l'État, Mmes Ingrid Perianin, Nathalie Roya-Pinguet et Anne Villemain-Secanella, attachées d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, ou la renonciation à ceux-ci, ainsi que tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

Article 24

Délégation est donnée à M. Eric Bakhoun, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 25

Délégation est donnée à MM. Bertrand Gourbat et Dominique Mérian, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Eve-Emmanuelle Bardou, Héloïse Bécart, Isabelle Clisson, Maryline Hervouet-Gaeta, Marie-Christine Iltchev, Véronique Lévêque, Annabelle Ligout et Géraldine Roche, MM. Robert Arakelian, et Arthur Pons, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Léna Bonaud, Joudy Issa, Luce-Hélène Montant et Louisa Saoudi, officiers de protection contractuels, Mmes Elise Goncalves et Komdeuane Truy, M. Benoît Séverac, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Régine Riefolo, MM. Aurélien Rochard et Ruddy Thrace, secrétaires administratifs de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sarah Andres, Cinthia Angol, Aziza Aouchiche, Anissa Assani, Nadine Ayivi-Koutodjo, Camille Bonnin, Emilie Brunet, Aurélie Canaud, Anne-Sophia Chemin, Lise David, Aurélie Decorde, Farida Delforge, Pauline Kalla, Karine Larivet, Preecila Lieou, Malika Madache, Karima Messaoui, Imelda N'Kouikani, Mireille Notarianni, Céline Renia, Voara Jaumonet, Pauline Robert, Kabika Roy, Fanny Samson-Le Roux et Valérie Tedde, MM. Stanley Corantin, Julien Forain, Nicolas Méry et Laurent Vessella, secrétaires administratifs de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, M. Ludovic Burlot, agent technique et de gestion de niveau supérieur, Mme Mathilde Chêne, secrétaire administrative spécialisée, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 26

Délégation est donnée à Mmes Anne Angeleau et Bernadette Morin, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sylvie Piat, Estelle Tenaillon et Elise Voeuk, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Mablé Agbotounou, Jennifer Arnerin, Annick Bazin, Saliha Bada, Hadika Benmahammed, Nathalie Cavalière, Farida Chetti, Joëlle Dardour, Amélie Gaby, Nathalie Gillon, Tatiana Huang-Kuan-Fuck, Madeline Jeanne, Lucile Klein, Brigitte Koroglu, Valérie Lambert, Samantha Lejambre, Evelyne Mouchard, Sandrine Phetsomphou, Gwladys Régis et Sylviane Sananikone, MM. Bakary Mohamed, Rodney Lydie et Benjamin Têtu, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Barbara Alvarez, Hanane Fouass, Zenab Fidaly, Jacqueline Kalayci, Marie-Laure Méril, Laure Moreau, Nathalie Mounard et Safia Taleb, adjointes administratives de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Nathalie Aiguadel-Jaleme, Mmes Clémence Le Cam et Laura Miranda, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les copies des certificats tenant lieu d'actes d'état civil établies en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 27

Délégation est donnée à M. Dimitri Arcis, officier de protection, chef de mission, à l'effet de formuler, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile.

Article 28

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, M. Patrice Corcessin, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, ou, en son absence, M. Laurent Roy, adjoint administratif de 1^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, reçoivent délégation pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, si besoin, toute réquisition du concours de la force publique.

Article 29

La décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est abrogée (INTV1925527S).

Article 30

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 14 octobre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 29 octobre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1931332S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration - M. LESCHI (Didier);
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée aux auditrices asile, ci-après désignées, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement:

1° À la direction territoriale de Montrouge:

Mme Daniella Corallo-Martin, jusqu'au 20 septembre 2020 inclus.

2° À la direction territoriale de Reims:

Mme Marie Benslimane, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur;

Mme Lucile Durand, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 octobre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

**Arrêté du 31 octobre 2019 portant nomination
au Conseil national des opérations funéraires**

NOR : TERB1929476A

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1241-1 et D. 1241-1 à R. 1241-6;
Vu l'arrêté du 14 janvier 2016 portant nomination au Conseil national des opérations funéraires,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont nommés membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des administrations :

1. Sur proposition du ministre chargé des collectivités territoriales :

M. Stanislas BOURRON, en qualité de membre titulaire, en remplacement de M. Bruno DELSOL.

2. Sur proposition du ministre de l'intérieur :

M. Clément ROUCHOUSE, en qualité de membre titulaire, en remplacement de M. Arnaud SCHAUMASSE.

Article 2

Est nommée membre du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres :

Mme Flore de GRANDMAISON, en qualité de membre suppléante, en remplacement de Mme Anne BLANCHARD.

Article 3

Est nommé membre du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des régies de pompes funèbres :

M. Patrick LEROGNON, en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. Alain POUGET.

Article 4

Sont nommés membres du Conseil national des opérations funéraires, au titre des représentants des associations de consommateurs, sur proposition du ministre chargé de l'économie :

Mme Dolorès COEFFIC, en qualité de membre titulaire, en remplacement de Mme Isabelle LABOUYSSE;

M. Claude RICO, en qualité de membre suppléant, en remplacement de M. Joël DUFOUR;

M. Pierre MOYRET, en qualité de membre titulaire, en remplacement de M. François SCHMITT.

Article 5

M. Stanislas BOURRON est nommé président du Conseil national des opérations funéraires.

Article 6

Le directeur général des collectivités locales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 31 octobre 2019.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
S. BOURRON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 11 octobre 2019 portant la répartition des sièges des représentants
des personnels à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale**

NOR : INTA1929457A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2018 portant création des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au bénéfice des personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale;

Vu les procès-verbaux de dépouillement et de proclamation des résultats des élections du 6 décembre 2018 pour la désignation des représentants du personnel au sein des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et de santé au travail cités ci-dessus;

Considérant la convention signée le 8 octobre 2018 par le secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes de la police nationale-Fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur et le secrétaire général du Syndicat national indépendant des personnels administratifs techniques et scientifiques de la police nationale indiquant que toutes les listes communes déposées au sein des comités techniques comprendront une clé de répartition;

Considérant le protocole pré-électoral signé le 1^{er} octobre 2018 par le secrétaire général d'Alliance police nationale, le secrétaire général de Synergie officiers, le secrétaire général du Syndicat indépendant des commissaires de police, la secrétaire générale du Syndicat national alliance des personnels administratifs, techniques et scientifiques du ministère de l'intérieur présentant une liste commune au comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale et du comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure qui comportent des clés de répartition,

Arrête:

Article 1^{er}

En application de l'article 4 de l'arrêté du 26 septembre 2019 susvisé, les 17 sièges des représentants des personnels à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale sont attribués conformément aux indications du tableau annexé au présent arrêté.

Article 2

Les organisations syndicales mentionnées dans l'article précédent disposent d'un délai maximum de trente jours, à compter de la notification du présent arrêté, pour désigner leurs représentants titulaires et suppléants au sein de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale, conformément à l'article 7 de l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale.

Article 3

L'arrêté du 15 juillet 2015 portant répartition des sièges des représentants du personnel à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale est abrogé.

Article 4

Le secrétaire général, le directeur général de la police nationale et le directeur général de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin officiel du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
L. MÉZIN

ANNEXE

COMMISSION LOCALE D'ACTION SOCIALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR CONSTITUÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 4 DE L'ARRÊTÉ DU 26 SEPTEMBRE 2019

CGT	FSMI-FO	CFDT INTERCO	Liste commune UNSA- FASMI-SNIPAT		Liste commune CFE-CGC					Total des sièges titulaires
			UNSA	SNIPAT	Alliance PN	Synergie Officiers	SICP	SNAPATSI	SAPACMI	
0	5	3	4	0	5	0	0	0	0	17

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Instruction interministérielle du 16 août 2019 relative à l'amélioration de la coordination du suivi des étrangers incarcérés faisant l'objet d'une mesure d'éloignement

NOR : INTV1919916J

Références :

- Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et les articles suivants : L. 511-1 et suivants, L. 513-3 et suivants, L. 521-1 et suivants, L. 522-1 et suivants, L. 523-1 et suivants, L. 541-1 et suivants, L. 624-1, L. 711-1 et suivants, R. 522-1 et suivants, R. 541-1 ;
- Le code pénal, notamment les articles 131-30, 131-30-1 et 131-30-2 ;
- Le code de procédure pénale, notamment les articles 724-1 et 729-2 ;
- La circulaire ministérielle du 1^{er} décembre 2008 relative à l'organisation des relations entre les préfetures et le pôle central éloignement de la direction centrale de la police aux frontières.

Textes abrogés :

- La circulaire interministérielle du 27 octobre 1995 relative à l'amélioration de l'éloignement des étrangers incarcérés ;
- La circulaire interministérielle NOR : JUSE9940081C du 18 mai 1999 relative à l'amélioration de la coordination entre les établissements pénitentiaires et les services du ministère de l'intérieur pour la mise en œuvre des mesures d'éloignement des étrangers du territoire français ;
- La circulaire ministérielle NOR : JUSE0440008C du 21 janvier 2004 relative à l'amélioration de la coordination entre les établissements pénitentiaires et les services du ministère de l'intérieur pour la mise en œuvre des mesures d'éloignement des étrangers du territoire national ;
- La circulaire NOR : IOCK1100744C du 11 janvier 2011 relative à l'amélioration du suivi des étrangers incarcérés faisant l'objet d'une mesure d'éloignement.

Pièce jointe : un modèle de protocole.

La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le ministre de l'action et des comptes publics à Monsieur le préfet de police ; Mesdames et Messieurs les préfets de département ; Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel ; Monsieur le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel ; Mesdames et Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance ; Mesdames et Messieurs les directeurs inter-régionaux des douanes et des droits indirects ; Mesdames et Messieurs les directeurs inter-régionaux des services pénitentiaires et Mesdames et Messieurs les chefs d'établissements pénitentiaires ; Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel ; Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel ; Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux de grande instance ; Monsieur le membre national d'Eurojust pour la France (pour information).

La situation des étrangers incarcérés ayant vocation à être éloignés du territoire, à l'issue de l'exécution de leur peine privative de liberté dans le cadre d'une mesure administrative d'éloignement du territoire ou d'une mesure judiciaire d'interdiction temporaire ou définitive du territoire, doit faire l'objet d'une attention particulière.

En effet, il est primordial de s'assurer de l'exécution effective des mesures prononcées, tout en limitant la surpopulation dans les établissements pénitentiaires et les centres de rétention administrative, dans lesquels les personnes détenues sont régulièrement placées à leur sortie de détention, le temps que les formalités administratives nécessaires à l'éloignement ou, le cas échéant, à l'examen de leur demande d'asile, soient conduites à leur terme.

En principe, le temps d'incarcération doit permettre aux services compétents de mener les travaux d'identifications : le placement dans les structures administratives doit rester résiduel. Pour cela, il est indispensable de mettre en œuvre des outils de coordination et de coopération renforcés entre les services des deux ministères.

Le protocole-cadre diffusé par la circulaire du 11 janvier 2011 a ainsi été actualisé pour prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires, et la nécessité de renforcer la coopération entre les différents acteurs chargés de la mise en œuvre de ces procédures d'éloignement et, le cas échéant, d'asile, aussi complexes que sensibles.

Outre cette coopération, l'anticipation des démarches en vue de l'éloignement est essentielle : elles doivent intervenir le plus en amont possible pendant le temps de l'incarcération.

Le protocole-cadre joint à la présente instruction devra être décliné localement et régulièrement actualisé afin de constituer un document opérationnel de référence partagé par l'ensemble des acteurs concernés et perdurant quels que soient les changements d'interlocuteurs.

Une évaluation et un suivi réguliers des mesures prévues par la présente instruction et de la pertinence des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés devront être mis en place dans chaque département ; le suivi du dispositif devra être évoqué au moins annuellement, à l'occasion d'une réunion entre les services de la préfecture de département, des parquets du ressort et de l'administration pénitentiaire, selon des modalités définies localement. Cette réunion dressera un bilan opérationnel de la période écoulée et proposera les évolutions nécessaires du protocole local.

Le procès-verbal de cette réunion sera transmis à la direction générale des étrangers en France (bsos-dgef@interieur.gouv.fr et asile-d1-dgef@interieur.gouv.fr), à la direction de l'administration pénitentiaire (infogreffe.dap-ex2@justice.gouv.fr) et à la direction des affaires criminelles et des grâces (information.dacg-bepg@justice.gouv.fr).

Un comité national de suivi composé du directeur général des étrangers en France, du directeur des affaires criminelles et des grâces et du directeur de l'administration pénitentiaire sera chargé d'analyser les protocoles locaux et procès-verbaux transmis et d'adapter, le cas échéant, le protocole-cadre. La direction générale des étrangers en France assurera le secrétariat du comité.

En conséquence, les préfets, les procureurs de la République, les directeurs interrégionaux des services pénitentiaires et les chefs d'établissements pénitentiaires devront décliner, dans chaque département, un nouveau protocole adaptant le protocole-type national dans les 3 mois suivant la réception de la présente instruction.

Ce document se substituera au précédent et sera communiqué aux correspondants sus-désignés.

Par ailleurs, afin de répondre au mieux aux préoccupations relatives au suivi des étrangers incarcérés, des journées d'échanges et d'informations, regroupant les services des préfectures, des magistrats, les chefs d'établissements pénitentiaires et des services d'identification pourront être organisées au cours de l'année 2019.

Nous vous remercions, dans cette attente, de bien vouloir porter à la connaissance du ministère de l'intérieur (bsos-dgef@interieur.gouv.fr et, pour les aspects relatifs au droit d'asile, asile-d1-dgef@interieur.gouv.fr), de la direction de l'administration pénitentiaire (infogreffe.dap-ex2@justice.gouv.fr) et de la direction des affaires criminelles et des grâces (information.dacg-bepg@justice.gouv.fr) toute difficulté que vous pourriez être amenés à rencontrer dans la mise en œuvre de ces instructions.

Fait le 16 août 2019.

NICOLE BELLOUBET

GÉRALD DARMANIN

CHRISTOPHE CASTANER

PROTOCOLE VISANT A L'AMÉLIORATION DE LA COORDINATION ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES ET LES SERVICES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'ÉLOIGNEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL DES ÉTRANGERS INCARCÉRÉS

Le préfet, le procureur de la République, le directeur interrégional des services pénitentiaires, le directeur zonal de la police aux frontières, le directeur zonal ou départemental de la police aux frontières, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant de groupement départemental de gendarmerie, le directeur interrégional des douanes, soussignés,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et les articles suivants L. 511-1 et s., L. 513-3 et s., L. 521-1 et s., L. 522-1 et s., L. 523-1 et s., L. 541-1 et s., L. 624-1, L. 711-1 et s., R. 522-1 et s. et R. 541-1;

Vu le code pénal, notamment les articles 131-30, 131-30-1 et 131-30-2;

Vu le code de procédure pénale, notamment les articles 724-1 et 729-2;

Vu la circulaire ministérielle du 1^{er} décembre 2008 relative à l'organisation des relations entre les préfetures et le pôle central éloignement de la direction centrale de la police aux frontières;

Vu la note du directeur de l'administration pénitentiaire en date du 4 octobre 2018 relative aux étrangers détenus faisant l'objet d'une mesure d'éloignement – requête GENESIS synthétisant les informations devant être communiquées aux services des préfetures;

Vu la circulaire interministérielle NOR : INTV1919916J du 16 août 2019 relative à l'amélioration de la coordination du suivi des étrangers incarcérés faisant l'objet d'une mesure d'éloignement,

Les signataires sont convenus de mettre en œuvre le protocole suivant :

PRÉAMBULE

Afin d'améliorer la préparation et la mise à exécution des mesures d'éloignement, administratives ou judiciaires, prises à l'encontre des ressortissants étrangers incarcérés dans les établissements pénitentiaires concernés, le présent protocole s'attache à définir les attributions respectives des différentes autorités et les modalités pratiques de leur collaboration.

L'objectif est de mettre à profit le temps de l'incarcération afin notamment d'envisager d'éventuelles mesures d'éloignement – pour ceux qui n'en font pas déjà l'objet –, de purger les contentieux pendants devant les juridictions administratives, d'identifier les étrangers concernés et d'obtenir, avant leur élargissement, les documents de voyage nécessaires à leur éloignement effectif du territoire national.

La coopération passe nécessairement par la mise en place de procédures de communication des informations, de procédés d'identification pour faciliter la délivrance des laissez-passer et la prise d'une mesure d'éloignement qui doivent intervenir le plus tôt possible dans le temps de l'incarcération, afin que l'éloignement puisse être effectif à la fin de la peine ou dans le cadre d'une libération conditionnelle sous condition d'expulsion (article 729-2 du code de procédure pénale).

À cette fin, les communications entre les établissements pénitentiaires, les services territoriaux du ministère de l'intérieur (préfetures, services de la police et de la gendarmerie nationales) et les autorités judiciaires se font, à l'exception des hypothèses où un échange téléphonique est également nécessaire (*infra*), par voie dématérialisée à l'aide de messageries fonctionnelles dédiées, accessibles à toutes les personnes du service concerné afin de garantir en toute hypothèse (congé, mutation, etc.) le traitement du message.

I. – DISPOSITIFS DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS

A. – L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

1. Rôle et missions dévolus aux établissements pénitentiaires

L'établissement pénitentiaire est tenu de communiquer aux services territoriaux du ministère de l'intérieur des informations dont il a connaissance relatives à la situation pénale et à la situation administrative des ressortissants étrangers incarcérés au sein de l'établissement.

Ainsi, il appartient notamment au greffe pénitentiaire, sous l'autorité du chef d'établissement, de signaler toutes les personnes détenues de nationalité étrangère et de repérer notamment celles faisant l'objet :

- d'une interdiction judiciaire du territoire national temporaire ou définitive;
- d'un arrêté préfectoral ou ministériel d'expulsion, d'une interdiction administrative du territoire ou d'une décision portant obligation de quitter le territoire;
- ou susceptibles d'être éloignées en raison de leur situation irrégulière, pour un autre motif administratif.

Dans l'hypothèse où une personne détenue invoquerait sa nationalité française, le greffe doit s'assurer que celle-ci est en mesure d'en rapporter la preuve, notamment au regard des documents d'identité dont elles disposerait.

En cas de doute sur l'identité, la nationalité ou en l'absence de tout élément au dossier concernant la situation administrative d'un détenu, les services de la préfecture doivent être saisis aux fins de déterminer la situation juridique de l'intéressé.

Il doit en être de même dans l'hypothèse où un détenu ferait état de sa qualité de demandeur d'asile, de réfugié ou de bénéficiaire de la protection subsidiaire.

2. Modalités pratiques de mise en œuvre

L'information doit être donnée à quatre stades et se formalise comme suit :

a) Lors de l'écrou d'une personne de nationalité étrangère

Dans les 8 jours ouvrables à compter de l'écrou initial ou de la condamnation définitive, le greffe pénitentiaire transmet aux services de la préfecture, par voie dématérialisée, l'avis d'écrou et la fiche pénale – volets 1 et 5 – de la personne détenue concernée, avec toute indication relative à l'existence d'une mesure d'éloignement préexistante.

Doivent également être communiquées, selon les mêmes modalités et concomitamment, les copies des documents d'identité, de voyage ou des pièces comprenant des éléments d'identification et de nationalité fournis par les autorités judiciaires ou se trouvant en la possession de la personne incarcérée, aux services chargés de l'identification des étrangers afin d'engager sans délai les premières investigations.

Tout élément ou document d'identification parvenant ultérieurement à la connaissance de l'établissement pénitentiaire doit également être transmis sans délai aux services chargés de l'identification.

b) En cas de modification de la situation pénale

Tout changement intervenu dans la situation pénale de la personne détenue étrangère ayant une incidence sur la date d'élargissement doit être signalé sans délai et par voie dématérialisée aux services de la préfecture.

Il peut s'agir, de manière non exhaustive, de remises de peine octroyées (CRP et RSP), de confusions de peine, de réduction au maximum légal, des aménagements de peine accordés, de nouvelles condamnations prononcées ou portées à l'écrou, ainsi que les contraintes judiciaires et douanières, etc.

L'ensemble de ces informations est communiqué par le greffe pénitentiaire par voie dématérialisée. Une requête élaborée à partir de l'applicatif GENESIS lui permet d'établir une liste aux critères prédéfinis recensant par établissement, au sein d'un document unique et facilement exportable par mail, l'ensemble des informations actualisées que les services pénitentiaires doivent communiquer à la préfecture, ainsi qu'aux services chargés de l'identification sur le fondement des articles 724-1, R. 57-9-23, D. 167 et D. 428 du code de procédure pénale (CPP). Cette liste localisable dans les listes « Greffe » du requêteur GENESIS comprend les informations suivantes, pour chaque détenu concerné :

- le numéro de l'écrou courant et le code UGC de la personne détenue;
- ses nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, ainsi que le nombre d'alias éventuels;
- les nom et prénoms de ses père et mère;
- sa nationalité;
- la langue principale parlée et le nombre d'autres langues parlées;
- le nombre de titres d'identité en sa possession;
- sa situation familiale;
- son adresse;
- sa catégorie pénale, en sachant que seuls les condamnés sont concernés;
- la nature de la procédure pénale (correctionnelle ou criminelle);
- la mesure d'éloignement dont il fait déjà l'objet;
- la date prévisionnelle de libération;
- le niveau d'escorte, l'inscription ou non au registre des détenus particulièrement signalés.

Quatre onglets complémentaires contiennent les informations suivantes :

- l'identité des alias éventuels;
- les autres langues parlées;
- la nature de la mesure d'éloignement dont le condamné fait l'objet;
- la nature des titres d'identité en sa possession.

Les fonctionnalités de la requête et un guide pratique d'utilisation ont été développés dans la note du 4 octobre 2018 du directeur de l'administration pénitentiaire à l'attention des directeurs interrégionaux.

c) En cas de transfert

Les services de la préfecture ainsi que les services en charge de l'identification doivent être informés, par voie dématérialisée, sans délai, par le greffe pénitentiaire, de toute décision de transfert administratif ou de translation judiciaire intervenue dans la situation d'une personne détenue de nationalité étrangère.

Dans la mesure où de tels mouvements peuvent mettre en péril la procédure d'éloignement engagée, il convient de limiter autant que possible les transferts des personnes détenues dont le reliquat de peine est inférieur à six mois.

Les services de la préfecture du ressort de l'établissement de départ avisent leurs homologues compétents pour l'établissement d'arrivée.

d) En cas de libération anticipée

Avant toute libération, le greffe pénitentiaire prend soin de vérifier si la personne étrangère n'est pas détenue pour une autre cause, à quelque titre que ce soit (nouvelle exécution de peine, mandat de dépôt dans le cadre d'une détention provisoire par exemple).

➤ En cas de levée d'écrou faite en urgence (personne détenue libérable à son retour de la juridiction par exemple), le greffe pénitentiaire avise immédiatement par téléphone et par voie dématérialisée, ou à défaut par télécopie, la préfecture aux coordonnées jointes en annexe.

➤ Dans l'hypothèse d'une libération conditionnelle octroyée sous réserve de l'exécution de la mesure d'éloignement prononcée (article 729-2 du CPP), le greffe pénitentiaire transmet par voie dématérialisée à la préfecture le jugement rendu, à charge pour cette dernière d'organiser la prise en charge du détenu étranger ainsi libéré ; un accusé de réception est adressé par les services préfectoraux au greffe pénitentiaire.

En toute hypothèse, l'établissement pénitentiaire fournit aux autorités administratives les informations utiles sur le régime de détention en cours et le niveau d'escorte approprié.

B. – L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

En toute hypothèse

Le procureur de la République ou, selon les cas, le procureur général près la juridiction ayant rendu la décision :

- adresse au préfet du lieu de condamnation, dès la peine devenue exécutoire, les décisions de condamnation (jugement ou arrêt) à une peine complémentaire d'interdiction temporaire ou définitive du territoire rendues ;
- transmet au préfet du lieu d'incarcération du condamné, dès la peine devenue exécutoire, l'extrait de décision pénale dit «*extrait ITF*», accompagné de la copie de la décision de condamnation (jugement ou arrêt).

En application des articles 131-30 du code pénal et L.621- 2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, l'interdiction du territoire emporte de plein droit la reconduite du condamné à la frontière, le cas échéant à l'expiration de la peine d'emprisonnement. En conséquence, le procureur de la République n'a pas à requérir du préfet la mise en œuvre de cette mesure d'éloignement du territoire qui relève de la seule compétence de l'autorité administrative ;

- transmet, le cas échéant, aux greffes pénitentiaires et à la préfecture du lieu d'incarcération, les décisions devenues exécutoires de relèvement d'une peine complémentaire d'interdiction temporaire ou définitive du territoire et de libération conditionnelle prononçant la suspension de l'exécution d'une peine complémentaire d'interdiction temporaire ou définitive du territoire en application de l'article 729-2 du CPP.

Le cas échéant, l'OFPPA est rendu destinataire de l'ensemble de ces informations en application des articles L. 713-5 et L. 713-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Le juge d'application des peines a la possibilité de contacter le préfet dans le cadre de l'instruction d'une requête en aménagement de peines, notamment dans le cadre d'une «*libération conditionnelle expulsion*», afin de vérifier les conditions dans lesquelles l'éloignement pourra être mis en œuvre (article L. 729-2 du CPP).

Cas spécifique des mesures de sûreté

Dans l'hypothèse où la personne condamnée étrangère est soumise à une mesure de sûreté (surveillance judiciaire, surveillance de sûreté, rétention de sûreté) ou qu'un suivi post-libération est envisagé, le parquet du lieu de détention en informe par téléphone et par voie dématérialisée la préfecture.

Compte tenu de la dangerosité potentielle de la personne, les autorités judiciaire et préfectorale sont en contact régulier tant que la décision judiciaire n'est pas intervenue :

- si aucune mesure de sûreté n'est envisagée : le procureur de la République en informe immédiatement le préfet ;
- si une mesure de sûreté est envisagée : le procureur de la République informe le préfet immédiatement, et ce à chaque étape de la procédure (décision d'expertise, saisine de la juridiction, décision de la juridiction).

Le fait qu'une mesure de sûreté puisse être prononcée ne dispense pas l'autorité préfectorale d'instruire le dossier en vue d'un éloignement.

C. – LES SERVICES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Les services du ministère de l'intérieur s'engagent à communiquer sans délai au greffe de l'établissement tout élément ou décision qu'ils seraient amenés à prendre relativement aux personnes détenues de nationalité étrangère.

Dans l'hypothèse particulière d'une contrainte judiciaire ou douanière, et sur la base des éléments issus de la requête GENESIS transmise par le greffe pénitentiaire, il appartient au bureau des étrangers de la préfecture d'établir la liaison avec les échelons territorialement compétents de l'administration des douanes ou de la direction générale des finances publiques, de contrôler et d'anticiper une éventuelle libération qui se trouverait avancée, au regard notamment des éventuels paiements intervenus ou en cours.

II. – DISPOSITIFS D'IDENTIFICATION

A. – L'OBJECTIF

Il s'agit de mettre à profit le temps de détention des personnes étrangères, en particulier de celles dépourvues de pièces d'identité ou de voyage, détentrices de faux documents ou refusant de coopérer, afin d'établir leur nationalité et de permettre la délivrance de laissez-passer consulaires nécessaires à l'exécution des mesures d'éloignement prises ou à prendre.

À cette fin, les fonctionnaires des services du ministère de l'intérieur interviennent au sein de l'établissement pénitentiaire, conformément aux dispositions des articles L. 611-1 à L. 611-5 du CESEDA et D. 163-1, D. 186 et s., D. 403 et s. du CPP, selon les modalités pratiques suivantes.

B. – LES MODALITÉS PRATIQUES D'INTERVENTION

1. Identification des étrangers, habilitation des fonctionnaires et délivrance d'autorisations nominatives d'accès à l'établissement

L'identification relève prioritairement des services territoriaux du ministère de l'intérieur chargés de l'identification.

L'habilitation des fonctionnaires chargés de cette mission relève de la compétence du chef d'établissement pénitentiaire : une autorisation d'accès est délivrée aux agents désignés dont la liste nominative des titulaires et des suppléants est annexée au présent protocole ; en cas de changement, cette liste doit être actualisée et annexée au présent. Les déplacements au sein de l'établissement s'effectuent en tenue civile, et sans arme.

2. Accès aux dossiers individuels et aux documents et pièces comprenant des éléments d'identification

Les agents accrédités ont accès à la cote spécifiquement prévue figurant aux dossiers individuels des détenus étrangers se trouvant au greffe pénitentiaire, ainsi qu'aux documents et pièces comprenant des éléments d'identification.

En application des dispositions des articles D. 155 et D. 167 du CPP, une cote particulière est constituée par le greffe pénitentiaire pour chaque personne détenue étrangère faisant ou devant faire l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire, au sein de laquelle sont rassemblés tous les documents et pièces comprenant des éléments d'identification et de nationalité fournis par les autorités judiciaires ou recueillis au cours de la détention, mais aussi toutes les informations relatives à la situation pénale et administrative des intéressées.

Les documents originaux d'identité ou de voyage en cours de validité ou expirés peuvent être remis aux agents aux fins d'authentification contre une décharge établie sous la forme d'un procès-verbal. Une copie des documents confiés doit être conservée au dossier de la personne détenue à l'établissement. Ceux-ci doivent être restitués à l'établissement pénitentiaire dans les plus brefs délais, sauf si leur examen fait apparaître l'existence d'un faux ; en pareil cas, le chef d'établissement et le procureur de la République sont avisés par écrit sans délai.

La fréquence des visites rendues à l'établissement tient compte des contraintes des greffes pénitentiaires et des établissements eux-mêmes ; elle est notamment fonction du contingent de chaque établissement.

En application de l'article L. 611-2 du CESEDA, « l'autorité administrative compétente, les services de police et les unités de gendarmerie sont habilités à retenir le passeport ou le document de voyage des personnes de nationalité étrangère en situation irrégulière. Ils leur remettent en échange un récépissé valant justification de leur identité et sur lequel sont mentionnées la date de retenue et les modalités de restitution du document retenu ».

Dans l'hypothèse où la personne détenue bénéficie d'une permission de sortir, les services préfectoraux ou, par délégation de ces derniers, le service chargé de l'identification, peuvent être destinataires d'informations concernant notamment « l'identité de la personne accueillant le permissionnaire ».

3. Mise à disposition de locaux

Les agents accrédités peuvent procéder à la prise d'empreintes et de clichés photographiques en vue de l'établissement de fiches de signalisation et entendre le détenu dans le cadre de l'examen de sa situation administrative, dans un local¹ désigné par l'établissement permettant d'assurer son bon déroulement, et en particulier d'en garantir la confidentialité, avec le cas échéant l'assistance d'un interprète requis par les agents accrédités.

La personne étrangère est informée par les agents des services préfectoraux que des poursuites judiciaires pourront être engagées si celle-ci fait sciemment obstacle à son identification, en application des dispositions de l'article L.624-1-1 du CESEDA. Un procès-verbal est alors dressé et transmis par l'autorité préfectorale au procureur de la République, à toutes fins utiles; le chef de l'établissement pénitentiaire en est également informé.

4. Extractions

Afin de favoriser la reconnaissance des personnes détenues étrangères et la délivrance de laissez-passer consulaires, leur audition par les autorités consulaires peut être rendue nécessaire. Ces auditions consulaires peuvent aussi, ponctuellement, prendre la forme de missions d'identification organisées par le pays d'origine. Cette hypothèse peut nécessiter une organisation *ad hoc* avec, dans tous les cas, un délai d'information de l'établissement pénitentiaire d'au moins 15 jours.

Le préfet requiert leur extraction par les services de police ou de gendarmerie conformément à l'article D.316 du CPP. Le greffe pénitentiaire en est alors informé dans les meilleurs délais afin de s'assurer de la possibilité d'exécution de la mesure au jour fixé.

L'organisation d'auditions en visioconférence peut être privilégiée dès lors que les moyens techniques de visioconférence ne sont pas mobilisés pour d'autres missions plus urgentes.

III. – DISPOSITIFS DE PRÉPARATION DE L'ÉLOIGNEMENT

A. – RÔLE ET MISSIONS DÉVOLUS

Le bureau des étrangers de la préfecture est chargé de l'instruction des dossiers des personnes étrangères incarcérées à la lumière de la législation en vigueur en matière du droit d'entrée et de séjour sur le territoire national et de la mise en œuvre de la procédure d'éloignement.

B. – MODALITÉS PRATIQUES DE MISE EN ŒUVRE

La préfecture s'attache à vérifier, notamment à l'aide de l'application AGDREF, la situation administrative des personnes concernées et l'existence ou non d'un titre de séjour. À cette fin, elle :

- sollicite également auprès des autres préfectures les dossiers existants;
- effectue des démarches auprès des consulats et ambassades pour l'obtention des laissez-passer.

1. La préparation des audiences de la commission d'expulsion (COMEX)

Pour les détenus susceptibles de faire l'objet d'une mesure d'expulsion, le préfet doit pouvoir disposer de l'ensemble des informations relatives à la situation administrative, pénale, sociale et familiale des intéressés avant de soumettre les dossiers à la COMEX pour avis. À cette fin, trois semaines au moins avant cette audience, la préfecture saisit le SPIP compétent qui rédige un rapport socio-éducatif qu'il transmet à la préfecture dans les délais impartis.

Les fonctionnaires du ministère de l'intérieur accrédités ont également la faculté d'entendre le détenu sur les éléments relatifs à sa situation.

S'il est décidé d'engager une procédure d'expulsion, l'étranger concerné doit, sauf exception, comparaître devant la commission départementale d'expulsion (COMEX). Conformément aux dispositions de l'article R. 522-6 du CESEDA, le bulletin d'engagement de la procédure d'expulsion valant convocation à l'audience devant la COMEX établi par la préfecture est remis au détenu concerné par le greffe pénitentiaire. Le justificatif de la remise est adressé à la préfecture sans délai. Pour l'audience devant la COMEX, le préfet requiert l'extraction de l'intéressé par les services de police ou de gendarmerie, dans les conditions prévues aux articles D.315 et D.316 du CPP. Si l'avis de la COMEX n'a pu être notifié le jour de l'audience, il est notifié ultérieurement par l'établissement pénitentiaire. Le justificatif de la remise est adressé à la préfecture sans délai.

Une copie de l'ensemble de ces documents est conservée à la cote spécifique du dossier du détenu, prévue à l'article D.167 du CPP.

¹ Parloirs-avocats, salles d'audiences, etc.

2. La notification des mesures d'éloignement

L'ensemble des mesures d'éloignement prises sont notifiées, dans les conditions définies localement, soit par les services de police ou de gendarmerie, soit par les agents de l'administration pénitentiaire. L'original est conservé à la cote spécifique du dossier prévue par l'article D.167 du CPP. Le service notificateur en transmet une copie à la préfecture.

3. Acheminement des laissez-passer consulaires

En cas d'urgence et à la demande expresse du préfet, les services de la police et de la gendarmerie nationale peuvent être sollicités pour la prise en compte et l'acheminement des laissez-passer consulaires.

4. L'instruction des dossiers des étrangers malades

Une protection particulière est accordée au détenu étranger dont l'état de santé nécessiterait «une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité, et si, eu égard à l'offre de soins et aux caractéristiques du système de santé du pays de renvoi, il ne pourrait pas y bénéficier effectivement d'un traitement approprié» (article L.521-3 5° du CESEDA notamment).

L'information quant à ces droits est délivrée aux personnes détenues concernées par le SPIP.

L'étranger malade fera établir par le médecin de l'unité sanitaire de l'établissement pénitentiaire un rapport ou un certificat médical qui sera transmis par voie dématérialisée par le service médical de l'établissement pénitentiaire au service médical de l'OFII, dans le strict respect du secret médical.

Un médecin de l'office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) ou de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) sera saisi pour avis par le préfet; le médecin saisi doit se prononcer sur la gravité de l'état de santé et la compatibilité avec une mesure de renvoi, mais aussi sur la possibilité pour l'étranger de voyager à destination de son pays d'origine.

Le bureau des étrangers tient informé l'établissement pénitentiaire des suites de la procédure.

5. L'enregistrement et le suivi des demandes d'asile présentées en détention

Lorsqu'un étranger détenu souhaite présenter une demande d'asile, il doit en informer le guichet unique pour demandeurs d'asile territorialement compétent (GUDA) en lui adressant une requête écrite: mention est portée de cet envoi dans le registre du courrier aux autorités.

Le GUDA en informe le préfet du département, dans lequel est situé l'établissement pénitentiaire, afin que celui-ci détermine localement, en lien avec la cellule EURODAC de la DGEF, les modalités de prise des empreintes EURODAC.

À la réception de la fiche encrée, le GU procède à l'enregistrement de la demande d'asile, hors la présence de l'intéressé, et qualifie la procédure.

Lorsque la demande d'asile est susceptible de relever de la responsabilité d'un autre État membre (qualification Dublin), le GUDA prend attache avec la direction de l'asile de la DGEF pour déterminer la procédure à suivre.

Lorsque la demande d'asile relève de la responsabilité de la France, le GUDA transmet à l'établissement pénitentiaire :

- le formulaire de demande d'asile (première demande, réexamen, réouverture);
- l'attestation de demande d'asile;
- le guide du demandeur d'asile;
- les notices d'information (relatives aux langues d'audition à l'OFPRA, aux possibilités de demander un titre de séjour et le cas échéant, au placement en procédure accélérée),

qui les remet contre émargement à l'intéressé.

Le demandeur remet le formulaire de demande d'asile rempli et la notice d'information relative à la langue d'audition à l'OFPRA, sous pli fermé, à l'établissement pénitentiaire qui doit en dater la réception. Le pli fermé permet d'attester du respect de la confidentialité de la demande d'asile. Dès réception du formulaire sous pli fermé, l'établissement pénitentiaire se charge de l'envoyer à l'OFPRA par lettre recommandée avec accusé de réception; il y joint une copie du document faisant preuve de la date de remise à l'intéressé du formulaire de demande d'asile et de sa date de restitution au greffe par l'étranger pour permettre à l'OFPRA d'apprécier le respect de la régularité de la procédure.

L'établissement pénitentiaire est informé par la préfecture du département des suites de la procédure de demande d'asile. Le renouvellement de l'attestation de demande d'asile s'effectue à la demande de l'intéressé, sans qu'il lui soit nécessaire de se rendre en préfecture.

Au terme de la procédure menée par l'OFPRA, la décision de l'OFPRA est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse du centre pénitentiaire et à l'attention du directeur du centre.

L'enveloppe comprend un courrier d'information au centre pénitentiaire, une seconde enveloppe cachetée et libellée au nom du demandeur d'asile contenant la décision sur sa demande d'asile et un procès-verbal vierge de notification de décision. La seconde enveloppe fermée est alors remise au détenu par le centre pénitentiaire contre signature du procès-verbal de notification, lequel est renvoyé par voie électronique à l'OFPPA.

IV. – MISE EN OEUVRE DES MESURES D'ELOIGNEMENT

1. La levée d'écrou

En application de l'article D.289 du CPP, les personnes détenues devant être élargies ne doivent pas être maintenues dans l'établissement au-delà de midi.

De ce fait, les modalités pratiques du voyage doivent être organisées par les services préfectoraux le plus en amont possible, de manière à éviter un placement en centre de rétention dans l'hypothèse où la reconduite effective ne peut avoir lieu avant midi (hypothèse d'un vol en soirée par exemple).

2. Les escortes

Les services de la police et de la gendarmerie nationales assurent les escortes nécessaires à la mise à exécution des mesures d'éloignement et sont requis pour la conduite des détenus étrangers, pour leur transfert en centre de rétention administrative concernant les personnes élargies, ou pour leur acheminement directement à l'aéroport.

L'administration pénitentiaire porte à la connaissance de l'escorte tout élément utile d'information dont elle dispose (dangerosité, problème sanitaire notamment) destiné à faciliter la prise en charge de l'étranger en instance d'éloignement.

V. – DISPOSITIF DE SUIVI

Les autorités préfectorales, judiciaires et pénitentiaires parties au présent protocole veilleront à son application. Elles s'assurent de l'harmonisation des pratiques, de la fluidité des échanges d'informations et recensent toute difficulté, qui sera portée à la connaissance des signataires du protocole.

Une liste jointe en annexe établit le nom et l'adresse structurelle des interlocuteurs compétents. Celle-ci pourra être modifiée à tout moment à la demande de l'une des parties et une liste mise à jour sera adressée par la préfecture aux autres partenaires.

Afin de s'assurer de la bonne exécution des dispositions mises en place et de la pertinence des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs définis, une réunion entre les services de la préfecture du département, des parquets du ressort et de l'administration pénitentiaire a lieu au moins chaque année, en présence des signataires du présent protocole. À cette occasion, ces derniers établissent un bilan commun de l'application du protocole, dont il est dressé un procès-verbal.

Le présent protocole, ainsi que les procès-verbaux de ces réunions sont adressés par les services de la préfecture à la direction générale des étrangers en France (bsos-dgef@interieur.gouv.fr), à la direction de l'administration pénitentiaire (infogreffe.dap-ex2@justice.gouv.fr) et à la direction des affaires criminelles et des grâces (information.dacg-bepg@justice.gouv.fr).

Chaque participant propose de réviser le présent protocole dans un souci d'amélioration des dispositifs existants.

La nouvelle version doit être approuvée par l'ensemble des signataires dans un délai de deux mois à compter de la demande en révision.

En foi de quoi, le présent protocole entrera en vigueur à compter du

Fait à, le

Le préfet de département

Le directeur interrégional des services pénitentiaires

Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de

Le directeur zonal ou départemental de la police aux frontières

Le directeur départemental de la sécurité publique

Le commandant de groupement départemental de gendarmerie

Le directeur interrégional des douanes

Le chef d'établissement pénitentiaire

Le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 10 octobre 2019 relatif à la composition du comité technique
de réseau de la direction générale de la police nationale**

NOR : INTC1925869A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements de l'État ;

Vu le décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 modifié pris pour l'application du décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 modifié relatif à la composition du comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Simon BABRE est nommé, en qualité de directeur des ressources et des compétences de la police nationale, au comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale, en remplacement de M. Gérard CLERISSI.

Article 2

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le préfet, directeur général
de la police nationale,*
E. MORVAN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 10 octobre 2019 relatif à la composition du comité technique
de service central de réseau de la direction générale de la police nationale**

NOR : INTC1925871A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 modifié portant création du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2018 modifié relatif à la composition du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Simon BABRE est nommé, en qualité de directeur des ressources et des compétences de la police nationale, au comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale, en remplacement de M. Gérard CLERISSI.

Article 2

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le préfet, directeur général
de la police nationale,*

E. MORVAN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 28 octobre 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale

NOR : INTC1929450A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et dans les établissements publics de l'État;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, notamment son article 6;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau, de service central de réseau, des services déconcentrés, et spécial de la police nationale;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2019 modifié portant répartition des sièges des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu l'arrêté du 19 février 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu les désignations des représentants du personnel effectuées par les organisations syndicales et notamment la correspondance en date du 1^{er} octobre 2019 de la Fédération de syndicats du ministère de l'intérieur-Force ouvrière;

Sur proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Sont désignés en qualité de représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale au titre de la Fédération de syndicats du ministère de l'intérieur (FSMI Force ouvrière), respectivement membre titulaire et membre suppléant:

Mme Laïla BEKKOURY, en remplacement de Mme Aurélie DUBOIS;

M. Frédéric DE OLIVEIRA, en remplacement de Mme Laïla BEKKOURY.

Article 2

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la police nationale,
E. MORVAN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 68519 du 4 octobre 2019 portant agrément pour un second séjour outre-mer
des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1928532S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu la circulaire n° 970980/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 3 septembre 2015 relative à la gestion des sous-officiers de la gendarmerie affectés outre-mer;

Vu la note-express n° 18199/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SMOB du 19 mars 2019 relative à l'appel annuel à volontaires pour l'outre-mer au titre de l'année 2020, pour les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et les sous-officiers de gendarmerie, spécialistes «affaires immobilières»;

Vu les demandes de second séjour outre-mer formulées;

Vu les avis émis par les autorités hiérarchiques respectives;

Considérant les situations professionnelles et personnelles des militaires;

Considérant qu'un militaire peut être appelé à servir en tout temps et en tout lieu;

Attendu que la durée initiale d'un séjour dans les départements et collectivités d'outre-mer est fixée à 3 ans;

Attendu qu'un second séjour peut être accordé lorsque les besoins spécifiques du service le justifient,

Décide:

Article 1^{er}

Les demandes de second séjour outre-mer formulées par les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, dont les noms figurent en annexe, sont agréées au titre des formations et unités d'outre-mer mentionnées.

Article 2

Compte tenu du caractère révocable de l'agrément, aucune mesure d'ordre privé à caractère définitif se rapportant au départ outre-mer ne devra être prise par les sous-officiers dont la candidature est retenue avant la notification de leur ordre de mutation individuel. Il sera rendu compte, sous la référence du présent timbre, de tout changement de position ou de situation intervenant postérieurement à la date de la décision.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, chef du bureau du personnel sous-officier
du corps de soutien technique et administratif
de la gendarmerie nationale,*

J. MEILLARD

A N N E X E

Spécialité: Auto-engins blindés

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADJ	Le Bec Mickaël	166909	CGOM/COMGENDGP/EM/BSF/CSAG BAIE-MAHAULT	Nouvelle-Calédonie
MDL	Maria Frédéric	304871	CGOM/COMGENDGF/CSAGA ST-LAURENT-DU-MARONI	La Réunion
MDL	Vollemaere Sébastien	231797	CGOM/COMGENDNC/EM/BSF/CSAG TONTOUTA	Guyane française
MDL	Sissoko Mohamet	320188	CGOM/COMGENDRE/EM/BSF/CSAG ST-DENIS	Polynésie française
MDL	Goïta Bastien	333215	CGOM/COMGENDPF/EM/BSF/CSAG PAPEETE	Guyane française

Spécialité: Affaires immobilières

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADC	Delanoix Christophe	168640	CGOM/COMGENDRE/EM/BSF/SIL ST-DENIS	Martinique
ADJ	Guesselin Nathalie	178238	CGOM/COMGENDYT/EM/BSF/SIL BSF PAMANDZI	Polynésie française
MDC	Mascaro Laurent	212396	CGOM/COMGENDNC/EM/BSF/SIL NOUMÉA	Mayotte

Spécialité: Restauration collective

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADJ	Quennehen Sébastien	212494	CGOM/COMGENDGP/CMG ST-CLAUDE	Polynésie française

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Décision n° 68565 du 4 octobre 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et des sous-officiers de gendarmerie, spécialistes « affaires immobilières »

NOR : INTJ1928557S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu la circulaire n° 970980/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 3 septembre 2015 relative à la gestion des sous-officiers de la gendarmerie affectés outre-mer;

Vu la note-express n° 18199/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SMOB du 19 mars 2019 relative à l'appel annuel à volontaires pour l'outre-mer au titre de l'année 2020, pour les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et les sous-officiers de gendarmerie, spécialistes « affaires immobilières »,

Décide :

Article 1^{er}

Les demandes d'affectations outre-mer formulées par les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale et les sous-officiers de gendarmerie, spécialistes « affaires immobilières », dont les noms figurent en annexe I, sont agréées au titre des formations et unités d'outre-mer mentionnées.

Article 2

Le terme de la validité de ces agréments est fixé au 31 décembre 2020.

Article 3

Les sous-officiers figurant en annexe II seront informés par leur commandant de formation administrative que leur candidature fera l'objet d'une décision ultérieure.

Article 4

Compte tenu du caractère révocable de l'agrément, aucune mesure d'ordre privé à caractère définitif se rapportant au départ outre-mer ne devra être prise par les sous-officiers dont la candidature est retenue avant la notification de leur ordre de mutation individuel. Il sera rendu compte, sous la référence du présent timbre, de tout changement de position ou de situation intervenant postérieurement à la date de la décision.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

ANNEXE I

Spécialité: Administration et gestion du personnel

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADC	Breton Jérôme	174445	GMAR/DAO/BGPC/SGP	Polynésie française
ADJ	Cussey Cathy	205812	RGBOURG/GGD71/CGD MACON/GC	Guyane française
ADJ	Rigal Sandra	170918	RGLR/DAO/BGP/SPNO	Mayotte
ADJ	Testard Sabrina	246831	DGGN/DPMGN/SDGP/BPO/SAT	Martinique
MDC	Esposito Anne-Sophie	343175	RGRA/GGMI/5/EGM14/5 BOURG-ST-ANDEOL/PHR	Nouvelle-Calédonie
MDC	Gouguet Charlotte	246767	RGAQ/DAO/BAP/SCHANCEL	Nouvelle-Calédonie
MDC	Monier Pauline	305653	RGNPC/GGMI/9/EGM16/9 ST-QUENTIN/PHR	Martinique
MDC	Rached Fatima	304564	RGLR/GGD34/CGD LODEVE/GC	La Réunion
MDL	Albouy Sandrine	307113	COMSOPGN/CNASG/SERH LE-BLANC/BS1/SOMNA	Guadeloupe
MDL	Halim Dalida	351454	RGNPC/GGMI/9/EGM19/9 NOYON/PHR	Guyane française

Spécialité: Gestion logistique et financière

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
MAJ	Brot Bernard	175117	RGACA/GGD84/GSRH/SLF AVIGNON	Guyane française
ADC	Brillu Nathalie	170611	RGBRET/DAO/BBA/SBUO RENNES	Nouvelle-Calédonie
ADC	Coquelet Hugues	166249	DGGN/DPMGN/SDAP/BSST/SMRP ISSY-LES-MOULINEAUX	Mayotte
ADC	Quiquempoix Jean-Claude	174433	CEGN/EG MONLUÇON/DAF/BBA/SB	Guyane française
ADJ	Allainguillaume Sandra	192743	RGMP/GGD65/GSRH/SLF TARBES	Polynésie française
ADJ	Chandon Sophie	168940	RGPL/GGD85/GSRH/SLF LA ROCHE-SUR-YON	La Réunion
MDC	Delnatte Cyril	179986	RGNPC/SGAMI/DAGF/BCHORUS/SDCR LILLE	Martinique
MDC	Barjon Aude	234229	RGRA/DAO/BMOPS/SM SATHONAY-CAMP	La Réunion
MDC	Chevallier Lorraine	246158	RGCVL/GGD45/CGD/GC MONTARGIS	La Réunion
MDC	Portanguen Pascal	175768	RGBRET/GGD35/GSRH/SLF RENNES	Martinique
MDC	Jeunet Aline	218893	CEGN/EG DIJON/DAF/BBA/SA	Polynésie française
MDC	Falleau Gaëlle	227838	COMSOPGN/TMSG/BT/SQC LE BLANC	Guadeloupe
MDL	Roux Delphine	305271	RGLIM/GGD19/GSRH/SLF TULLE	Martinique

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
MDL	Hoareau Michaël	231418	COMSOPGN/GMCO/SLA/CBS ORLÉANS	Nouvelle-Calédonie
MDL	Henry Nicolas	321367	COMSOPGN/TMSG/BT/SRR LE BLANC	Guadeloupe
MDL	Tchan Noéline	343194	RGIF/GBGM/ESA/PHR VERSAILLES	La Réunion
MDL	Balmy Julien	363590	GIGN/EMSF/SBAF/CDIF VERSAILLES	La Réunion
MDL	Trzebiatowski Vincent	372293	RGPIC/GGD02/GSRH/SLF LAON	Guyane française

Spécialité: Auto-engins blindés

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADJ	Teixeira Lionel	178219	RGRA/CSAG PRIVAS/MG	La Réunion
ADJ	Rossi David	191668	RGMP/CSAG CAHORS	Guadeloupe
ADJ	Gonzalez Sébastien	192783	COMSOPGN/CSAG SATORY/MG	Polynésie française
MDC	André Cédric	189973	RGBOURG/CSAG MACON/MG	Guyane française
MDC	Girard Ludovic	198984	RGMP/CSAG TOULOUSE/MG	Saint-Pierre-et-Miquelon
MDC	Gosse Nicolas	242723	RGLOR/CSAG EPINAL/MG	Guadeloupe
MDL	Benezeth Romain	236387	RGPCA/CSAG NICE/MG	Nouvelle-Calédonie
MDL	Blin Mickael	307192	RGLOR/CSAGA THIONVILLE	La Réunion
MDL	Monier Steve	343207	COMSOPGN/CSAG SATORY/MG	La Réunion
MDL	Lauret Eddy	381558	RGIF/GGD77/CSAG FONTAINEBLEAU/MG	Polynésie française
MDL	D'Export Jean	397299	RGAQ/CSAG PAU/MG	La Réunion
MDL	Halidi Bourahime	397308	COMSOPGN/CSAG SATORY/MG	Guyane française

Spécialité: Affaires immobilières

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
MAJ	Cordier Bertrand	145171	CGOM/EM/BSF/SSL ARCUEIL	Nouvelle-Calédonie
ADJ	Audier Armelle	195319	RGAQ/GGD40/GSRH/SAI MONT-DE-MARSAN	Nouvelle-Calédonie
MDC	Grédé Amélie	300994	RGBRET/DAO/BIS/SIDZ/DATZ/DID CAEN	Martinique
MDL	Raymond David	310021	RGPC/GGD17/GSRH/SAI LA ROCHELLE	La Réunion
MDL	Jallier Magali	333226	COMSOPGN/COSIL/BI/SCOMSOPGN MAISONS-ALFORT	Guyane française
MDL	Blas Jean-François	372216	RGAQ/GGD47/GSRH/SAI AGEN	Nouvelle-Calédonie

Spécialité: Armurerie et pyrotechnie

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
MDC	Le Corroller Gaëtan	235432	RGBRET/DAO/BMOPS/SAMOP/DATD/DD NANTES	Guadeloupe

Spécialité: Restauration collective

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADJ	Herpin-Bergalet Benjamin	309984	RGCVL/CMG ORLEANS	Guadeloupe
MDL	Berville Vincent	320355	RGBRET/GGMI/3/EGM17/3 MAYENNE/CMGM	La Réunion
MDL	Dalaize Julia	363614	RGBRET/GGMII/3/EGM24/3 LES-MONTS-D'AUNAY/CMGM	Nouvelle-Calédonie

ANNEXE II

Candidatures en cours de traitement

Spécialité: Administration et gestion du personnel

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION
ADC	Popelier Joëlle	165342	DGGN/DPMGN/CMDT
MDC	Cultru Émilie	312371	RGAQ/GGD47/SC AGEN

Spécialité: Auto-engins blindés

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION
MAJ	Bastin Jean-Marc	170582	RGPC/DAO/BSO POITIERS
ADC	Martel Yannick	170281	RGBRET/CSAG ST-BRIEUC
ADJ	Dugoujon Damien	178204	RGAQ/CSAG PAU/MG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 71032 du 15 octobre 2019 fixant le nombre de places offertes en 2019
aux deux concours de l'enseignement supérieur du deuxième degré**

NOR : INTJ1929633S

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense;
Vu l'arrêté du 25 juillet 1980 portant organisation de l'enseignement supérieur du deuxième degré;
Vu l'instruction n° 5200/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 2 mai 2019 relative à l'enseignement supérieur du deuxième degré,

Décide:

Article 1^{er}

Le nombre de places offertes en 2019 aux deux concours de l'enseignement supérieur du deuxième degré est ainsi fixé:

- 1° Concours ouvert aux officiers de gendarmerie: 58 places;
- 2° Concours ouvert aux officiers du corps technique et administratif: 7 places.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1924403A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 3 février 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans un emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Stéphanie Chassot (NIGEND : 330865 - NLS : 8046315 - NID : 0559060585) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord, à Villeneuve-d'Ascq (59), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1924405A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 10 février 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans un emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Sophie Muet (NIGEND: 330027 - NLS: 8046313 - NID: 9459090024) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense dans son emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, au sein de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord, à Villeneuve-d'Ascq (59), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 24 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1927371A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2017 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Coralie Jullien (NIGEND: 399159 - NLS: 8163075 - NID: 0960060988) est maintenue au grade de lieutenant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, dans son emploi de chargée d'études « Gestionnaire d'archives électroniques ou Data Manager », au sein du service historique de la défense, à Vincennes, pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} avril 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 27 septembre 2019 portant renouvellement de contrat conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1924630A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 23 octobre 2014 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Alban, Carl, Paul-Marie Dufourt est autorisé à souscrire un nouveau contrat d'engagement pour une durée de deux ans, au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 3^e échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de musicien (ténor) au sein de l'orchestre de la garde républicaine, à compter du 1^{er} novembre 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1925149A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Rebecka, Hidemi Neumann est recrutée au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 1^{er} échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de musicienne (hautboïste) au sein de l'orchestre de la garde républicaine pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} novembre 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1927847A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Franck Duval est nommé au grade de capitaine de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine des finances publiques et de la fiscalité au profit de la sous-direction de la police judiciaire auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,*
O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1927849A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Julie Jouret est nommée au grade de sous-lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'occuper un poste dans le domaine de la communication digitale au profit du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,*
O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1927850A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Franck Cibaoud est nommé au grade de lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine de la communication et la télécommunication au profit du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1927851A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4221-3, L.4221-6 et R.4211-4 à R.4221-28,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Fabrice François est nommé au grade de colonel de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'occuper un poste d'expert en médiation et autres modes alternatifs de règlement des différends, au profit de l'inspection générale des armées gendarmerie et de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, et apporter une expertise notariale au profit de la sous-direction de la police judiciaire auprès de la DGGN.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1927853A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4221-3, L.4221-6 et R.4211-4 à R.4221-28,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Thierry Paint est nommé au grade de lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine de la sécurité incendie, au profit de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,*
O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 27 septembre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1927854A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4221-3, L.4221-6 et R.4211-4 à R.4221-28,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Christophe Prédial est nommé au grade de lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine bancaire et des assurances au profit de la sous-direction de la police judiciaire auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,*

O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928002A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 2017 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Aurélie Menin (NIGEND: 397914 - NLS: 8039491 - NID: 0045053014) est maintenue au grade de lieutenant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense dans son emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, au sein de la région de gendarmerie Centre-Val de Loire, à Orléans (45), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928009A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 10 février 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Mélanie Colin (NIGEND : 330520 - NLS : 0008043740 - NID : 654050572) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie Grand Est - zone de défense et de sécurité Est, à Metz (57), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928011A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 2017 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Ingrid Drouet (NIGEND: 397885 - NLS: 8031864 - NID: 0244050080) est maintenue au grade de lieutenant, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense dans son emploi de conseillère en emploi, au sein de la région de gendarmerie Pays de la Loire, à Nantes (44), pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928019A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 25 avril 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Olivier Grunenberger (NIGEND: 388041 - NLS: 8155594 - NID: 1108040382) est maintenu au grade de capitaine, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense dans son emploi d'expert dans les technologies de middlewares et de services orientés architecture, au sein du service de traitement de l'information gendarmerie, à Rosny-sous-Bois (93), pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} juin 2020.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 30 septembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928023A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 3 février 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 21 août 2012 portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 2 février 2016 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Laëtitia Andry (NIGEND: 330862 - NLS: 0008046316 - NID: 359061456) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences au sein du groupe évaluation et psychologie de la division de l'appui opérationnel de la région de gendarmerie Ile-de-France – zone de défense et de sécurité de Paris, pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928043A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 2 juin 2010 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 16 mai 2014 portant maintien dans son emploi et changement de grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 28 mai 2018 maintenant dans un grade et dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Antoine Langagne (NIGEND: 323673 – NLS: 8093365 – NID: 8462030477) est maintenu au grade de lieutenant-colonel, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de chef de la musique de la garde républicaine à Paris, pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} juillet 2020.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928045A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Sandra Ranchon (NIGEND : 330157 - NLS : 0008042625 - NID : 9638054044) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes - zone de défense et de sécurité Sud-Est, à Sathonay-Camp (69), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 1^{er} octobre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1928048A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10 ;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Agnès Rousset (NIGEND: 330151 – NLS: 0008042624 – NID: 169050120) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences, au sein de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes - zone de défense et de sécurité Sud-Est, à Sathonay-Camp (69), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 23 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1930592A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Dominique Libeau est nommé au grade de capitaine de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans l'optimisation du potentiel humain – gestion préventive et auto-curative des risques psychosociaux, au profit de la direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 29 octobre 2019 portant nomination
au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1929741A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4134-2, R. 4131-9 et R. 4131-10;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu la décision n° 20055 du 13 mars 2019 portant inscription sur la liste des candidats sélectionnés au recrutement d'officiers sous contrat - encadrement (OSC ENCADREMENT) - session 2018-2019;

Vu la décision n° 37303 du 16 mai 2019 portant inscription sur la liste des candidats sélectionnés au recrutement d'officiers sous contrat - encadrement (OSC ENCADREMENT) - session 2018-2019 (décision complémentaire);

Vu la décision n° 46992 du 27 juin 2019 portant inscription sur la liste des candidats sélectionnés au recrutement d'officiers sous contrat - encadrement (OSC ENCADREMENT) - session 2018-2019 (décision complémentaire);

Vu la décision n° 50686 du 9 juillet 2019 portant inscription sur la liste des candidats sélectionnés au recrutement d'officiers sous contrat - encadrement (OSC ENCADREMENT) - session 2018-2019 (décision complémentaire),

Arrête:

Article 1^{er}

Les élèves officiers sous contrat dont les noms suivent sont nommés au grade d'aspirant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019:

Haudebourg Romain NIGEND : 418 575

Sido Dimitri NIGEND : 406 956

Article 2

Après avoir satisfait au cycle de formation donnant accès à ce grade, les élèves officiers sous contrat dont les noms suivent sont nommés au grade d'aspirant à titre temporaire à compter du 1^{er} novembre 2019:

Boivin Gabrielle NIGEND : 428 936

Bucquet Thibaut NIGEND : 428 941

Buessard Elise NIGEND : 428 942

Gouret Mathilde NIGEND : 428 945

Joly Maxime NIGEND : 428 948

Landurain Steven NIGEND : 428 950

Le Querler Antoine NIGEND : 428 952

Moreau Alexandre NIGEND : 428 953

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
des personnels militaires de la gendarmerie nationale :

*Le général, adjoint
au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 39014 du 22 mai 2019 portant agrément pour l'outre-mer
des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1915011S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu la circulaire n° 970980 GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 3 septembre 2015 relative à la gestion des sous-officiers de la gendarmerie affectés outre-mer;

Vu le message n° 25914 GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SMOB du 2 avril 2019 relatif à l'appel à volontaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, spécialité « affaires immobilières » pour servir au sein du COMGENDYT,

Décide:

Article 1^{er}

La demande d'affectation outre-mer formulée par le maréchal des logis Philippe YWAKEAM – Nigend: 363 602 – de la spécialité « affaires immobilières » est agréée au titre du COMGEND MAYOTTE.

Article 2

Le terme de la validité de ces agréments est fixé au 31 décembre 2019.

Article 3

Compte tenu du caractère révocable de l'agrément, aucune mesure d'ordre privé à caractère définitif se rapportant au départ outre-mer ne devra être prise par les sous-officiers dont la candidature est retenue avant la notification de leur ordre de mutation individuel. Il sera rendu compte, sous la référence du présent timbre, de tout changement de position ou de situation intervenant postérieurement à la date de la décision.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le lieutenant-colonel,
adjoint au chef du bureau du personnel des sous-officiers
du corps de soutien technique et administratif
de la gendarmerie nationale,*

J.-J. HAYE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 67069 du 3 octobre 2019 portant attribution de la prime de fidélisation
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1927901S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2019-255 du 27 mars 2019 portant attribution d'une prime de fidélisation aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 27 mars 2019 fixant le montant de la prime de fidélisation attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'instruction n° 33912/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 2 mai 2019,

Décide:

Article 1^{er}

La prime de fidélisation d'un montant de 3 000 euros bruts est accordée à compter du 1^{er} novembre 2019 aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie dont le nom figure ci-après :

Begay Damien	NIGEND : 346 284
Bègue Loïc	NIGEND : 229 700
Bender Mylène	NIGEND : 334 556
Berne Yseult	NIGEND : 363 419
Betremieux Yann	NIGEND : 344 233
Blondez Jessica	NIGEND : 357 005
Boulan Amandine	NIGEND : 340 438
Bourion Jean-Guillaume	NIGEND : 363 444
Brayé Miros	NIGEND : 359 494
Buhlmann Natacha	NIGEND : 372 265
Cazeaux Adelyne	NIGEND : 372 266
Corréard Delphine	NIGEND : 372 267
De Cacqueray-Valménier Aurélien	NIGEND : 372 268
Duflot Guillaume	NIGEND : 363 594
Dumard Ombeline	NIGEND : 372 271
Facqueur Eloïse	NIGEND : 363 809
Fourt Stéphanie	NIGEND : 313 978
Gilliot Lydie	NIGEND : 372 275
Haguet Perrine	NIGEND : 372 186
Jean-Louis Ivlyse	NIGEND : 363 572
Jusko Mathieu	NIGEND : 321 525
Kopec Stéphanie	NIGEND : 324 093
Le Dortz Alexis	NIGEND : 332 544
Le Roux Maëva	NIGEND : 318 323

Le Théoff Gaëlle	NIGEND : 372 222
Le Vaillant Audrey	NIGEND : 345 559
Lecourtois Elise	NIGEND : 204 355
Letertre Charlotte	NIGEND : 372 233
Loichot Julie	NIGEND : 344 743
Machado Anne-Cécile	NIGEND : 320 805
Mairet Julien	NIGEND : 328 427
Marchadour Fanny	NIGEND : 372 279
Mathis Christelle	NIGEND : 363 624
Maurice Angélique	NIGEND : 363 586
Noguelou Sébastien	NIGEND : 223 688
Nurdin Audrey	NIGEND : 372 281
Oopa Marcel	NIGEND : 372 299
Outteryck-Schneider Philippe	NIGEND : 372 285
Pain Camille	NIGEND : 372 286
Pallanchier Florian	NIGEND : 372 287
Paulus Audrey	NIGEND : 372 289
Picard Camille	NIGEND : 326 125
Pimet Shirley	NIGEND : 337 593
Plard Charlotte	NIGEND : 372 291
Sevault Cécile	NIGEND : 333 676
Tierpied Gwenaëlle	NIGEND : 372 297
Trzebiatowski Vincent	NIGEND : 372 293
Turben Noémie	NIGEND : 372 294
Vervaeke Marie-Bérengère	NIGEND : 364 549

Article 2

La prime de fidélisation d'un montant de 2 500 euros bruts est accordée à compter du 1^{er} novembre 2019 aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie dont le nom figure ci-après :

Aboub Karima	NIGEND : 333 140
Aichholzer Laura	NIGEND : 333 145
Albouy Sandrine	NIGEND : 307 113
Ali Rabiata	NIGEND : 307 904
Aliane Justine	NIGEND : 312 403
Aliouane Linda	NIGEND : 351 381
Appatore Nadja	NIGEND : 242 667
Arnaud Delphin	NIGEND : 332 429
Arnoul Camille	NIGEND : 351 380
Atzeni Gaël	NIGEND : 351 393
Aubert Marion	NIGEND : 312 014
Bagnères-Pédeboscq Sophie	NIGEND : 317 033
Baillif Marie	NIGEND : 220 287
Bakala Yolaine	NIGEND : 318 375
Balmy Julien	NIGEND : 363 590
Barbé-Labbé Arnaud	NIGEND : 333 149
Barthod Céline	NIGEND : 351 383
Bayer Marine	NIGEND : 334 939
Beaumont Caroline	NIGEND : 363 310
Bellissent Christophe	NIGEND : 342 421
Benet Jennifer	NIGEND : 244 019

Benhalima Sabrina	NIGEND : 351 395
Benzrihem Lucile	NIGEND : 338 082
Béreaud Virginie	NIGEND : 351 469
Bernardin Elodie	NIGEND : 335 149
Bertrand Céline	NIGEND : 351 471
Berville Vincent	NIGEND : 320 355
Bézier Cassandra	NIGEND : 336 228
Biglione Léa	NIGEND : 354 666
Binot Charlène	NIGEND : 354 729
Bioulac Elodie	NIGEND : 333 152
Birrien Alexandra	NIGEND : 351 475
Bochu Thomas	NIGEND : 363 411
Bonnard Virginie	NIGEND : 363 350
Bouchet Stéphanie	NIGEND : 344 223
Boulanger Caroline	NIGEND : 354 975
Boutant Mellie	NIGEND : 300 703
Boyer Clément	NIGEND : 363 451
Bragagia Fabien	NIGEND : 363 508
Brand Angélique	NIGEND : 244 029
Brat Steve	NIGEND : 320 009
Briffot Nadège	NIGEND : 342 741
Brun Claire	NIGEND : 354 669
Buigues Jérémy	NIGEND : 363 533
Buisson de Larichaudy Mathias	NIGEND : 323 231
Burcier Chloé	NIGEND : 246 566
Burghgraeve Bettina	NIGEND : 363 529
Busi Nicolas	NIGEND : 313 897
Buzzi Clotilde	NIGEND : 351 462
Cainjo Doriane	NIGEND : 319 170
Camboue Johannes	NIGEND : 303 404
Camps-Guiran Jérémy	NIGEND : 300 875
Capello Chloé	NIGEND : 333 159
Card Angéline	NIGEND : 363 349
Castelain Charlotte	NIGEND : 348 307
Castellon Emeline	NIGEND : 321 198
Cavallier Héloïse	NIGEND : 330 456
Cazaubon Pierre	NIGEND : 333 166
Ceyrat Alizée	NIGEND : 307 925
Chanut Maëva	NIGEND : 357 067
Chapron Elodie	NIGEND : 340 462
Charbit Amandine	NIGEND : 342 993
Charpentier Jessica	NIGEND : 330 572
Chasles Mélanie	NIGEND : 340 465
Chauvet Caroline	NIGEND : 267 061
Chave Jessica	NIGEND : 363 347
Chevalier Elodie	NIGEND : 333 602
Chocat Marc	NIGEND : 343 177
Cimper Sophie	NIGEND : 302 135
Clément Yannick	NIGEND : 309 033
Compte Sébastien	NIGEND : 363 592

Coppola Audrey	NIGEND : 351 490
Coraboeuf Aurore	NIGEND : 300 388
Cotbreil Stéphanie	NIGEND : 351 489
Coudair Cynthia	NIGEND : 309 536
Couringa Anastasie	NIGEND : 319 349
Cournil Morgane	NIGEND : 351 488
Courteaud Stéphanie	NIGEND : 351 483
Courtial Geneviève	NIGEND : 363 346
Courtis Mathieu	NIGEND : 351 481
Cunha Virginie	NIGEND : 363 591
Dachicourt Stéphanie	NIGEND : 351 479
Dagnicourt Julie	NIGEND : 333 178
Damas Julien	NIGEND : 302 916
Damay Angélique	NIGEND : 363 317
Damgé Charlie	NIGEND : 343 065
Danet Morgane	NIGEND : 324 369
De Lima Gonçalves Angélique	NIGEND : 320 534
De Melo Céline	NIGEND : 321 501
De Saint-Estéban Nicolas	NIGEND : 343 174
De Schryver Sandrine	NIGEND : 196 300
Debuyser Angélique	NIGEND : 329 508
Defretin Valérie	NIGEND : 351 407
Degraide Julien	NIGEND : 351 408
Demay Alexandra	NIGEND : 333 187
Demunck Cyril	NIGEND : 343 214
Derdour Kheira	NIGEND : 351 409
Després Aurore	NIGEND : 354 673
Deyts Milène	NIGEND : 354 728
Dodier Jennifer	NIGEND : 354 674
Dourlens Déborah	NIGEND : 249 251
Drieu Guillaume	NIGEND : 254 939
Drix Frédérique	NIGEND : 354 722
Ducatillion Charlotte	NIGEND : 321 522
Duflos Isabelle	NIGEND : 342 995
Dufour Adrien	NIGEND : 332 495
Duloung Céline	NIGEND : 204 611
Dumas Céline	NIGEND : 306 805
Dumont Aurélie	NIGEND : 343 179
Dupont Angélique	NIGEND : 342 626
Epron Julie	NIGEND : 354 686
Escrig Fabien	NIGEND : 342 984
Fahmi Souad	NIGEND : 363 371
Fargette Tiphaine	NIGEND : 330 431
Favier Alexia	NIGEND : 247 733
Fernandez Virginie	NIGEND : 354 689
Flamery Cédric	NIGEND : 340 496
Fourati Rania	NIGEND : 351 414
Funder Arnaud	NIGEND : 340 730
Gadea Sabrina	NIGEND : 332 504
Gallardo Angélique	NIGEND : 320 034

Gallois Céline	NIGEND : 363 355
Gay Marie-Astrid	NIGEND : 351 385
Gaye Fabien	NIGEND : 311 089
Gensou Elodie	NIGEND : 336 121
Gibaud Loïc	NIGEND : 351 417
Giraud Benjamin	NIGEND : 351 426
Goemaes Arnaud	NIGEND : 342 991
Goïta Bastien	NIGEND : 333 215
Gonzalès Bénédicte	NIGEND : 308 607
Gonzalez-Sartini Alexandra	NIGEND : 363 460
Gosmar Julie	NIGEND : 342 719
Gossler Aurélie	NIGEND : 333 244
Goulfier Justine	NIGEND : 359 518
Goumand Emilie	NIGEND : 321 282
Graffin Jean-Baptiste	NIGEND : 300 405
Grandturin Guillaume	NIGEND : 247 633
Gromellon Alexandre	NIGEND : 363 455
Grussenmeyer Matthieu	NIGEND : 363 599
Guégan Elodie	NIGEND : 307 836
Guéniat Christelle	NIGEND : 351 444
Guesdon Maxime	NIGEND : 363 598
Guidici Matthieu	NIGEND : 343 215
Guijarro Audrey	NIGEND : 325 816
Halim Dalida	NIGEND : 351 454
Hamard Romain	NIGEND : 311 179
Hannequin Gaëlle	NIGEND : 327 082
Hartel Xavier	NIGEND : 343 188
Hernando Thomas	NIGEND : 363 597
Hoarau Emilie	NIGEND : 351 455
Hodiesne Lucie	NIGEND : 354 692
Hoffmann Bertrand	NIGEND : 351 457
Hooft Adeline	NIGEND : 363 445
Houssat Charlotte	NIGEND : 351 402
Hrycan Karl	NIGEND : 338 692
Hulois Nicolas	NIGEND : 302 239
Hurez Damien	NIGEND : 324 407
Ingelaere Elise	NIGEND : 318 658
Isidore Jérôme	NIGEND : 351 400
Jallier Magali	NIGEND : 333 226
Jamet Marie-Charlotte	NIGEND : 320 433
Jarraud Justine	NIGEND : 300 829
Jean-Baptiste Romule	NIGEND : 350 729
Jégo Laura	NIGEND : 333 232
Jomaron Coralie	NIGEND : 320 394
Karwicki Pierre	NIGEND : 343 212
Kebir Grégory	NIGEND : 351 388
Kerdanet Désy	NIGEND : 354 655
Klinger Sarah	NIGEND : 320 767
Lacaton Pierre-Olivier	NIGEND : 354 657
Lafon Audrey	NIGEND : 343 045

Lagnel Vincent	NIGEND : 343 048
Lainé Alexine	NIGEND : 354 671
Lalondrelle Lorine	NIGEND : 343 211
Laly Marie	NIGEND : 333 243
Laroche Cécile	NIGEND : 343 202
Laurent Elie	NIGEND : 317 069
Lavenu Céline	NIGEND : 363 475
Le Bris Maxime	NIGEND : 230 995
Le Diraison Carine	NIGEND : 312 111
Le Terrier Thomas	NIGEND : 333 218
Lebeau Léa	NIGEND : 305 821
Leboeuf Betty	NIGEND : 243 241
Lebrun Ophélie	NIGEND : 314 786
Lecas Cyril	NIGEND : 351 468
Lecorché Katia	NIGEND : 305 370
Lemal Amélie	NIGEND : 326 234
Lemoine Marie-Laurence	NIGEND : 321 377
Lerouvillois Claudia	NIGEND : 303 413
Leroux Audrey	NIGEND : 232 769
Lesterquy Yvan	NIGEND : 245 493
Lethielleux Violaine	NIGEND : 333 129
Lethimonnier Mélanie	NIGEND : 325 575
Losy Lucia	NIGEND : 302 263
Lucas Julien	NIGEND : 333 230
M'baye Samanta	NIGEND : 325 914
Machecler Edith	NIGEND : 247 443
Macret Justine	NIGEND : 363 467
Macrez Lucie	NIGEND : 343 193
Magnin Coralie	NIGEND : 343 199
Mahoudeau Jean-Baptiste	NIGEND : 333 136
Mailhe Audrey	NIGEND : 323 209
Mameri Jalila	NIGEND : 325 910
Mamodbay Fassy Houssen	NIGEND : 354 660
Manceau Christophe	NIGEND : 315 746
Mangin Sandy	NIGEND : 338 802
Margueron Stéphanie	NIGEND : 320 066
Mariema Frédéric	NIGEND : 343 077
Martelli Brice	NIGEND : 351 390
Martial Nataëlle	NIGEND : 324 481
Massol Florence	NIGEND : 351 460
Mathieu Manuel	NIGEND : 343 328
Maton Hervé	NIGEND : 343 204
Meitai Lorenza	NIGEND : 343 195
Metz Florence	NIGEND : 351 458
Mombel Alexandre	NIGEND : 333 153
Monier Steve	NIGEND : 343 207
Monnier Ludwig	NIGEND : 354 541
Monribot Anthony	NIGEND : 354 768
Montavit Laura	NIGEND : 315 747
Moreton Giovanni	NIGEND : 343 186

Morin Emilie	NIGEND : 243 265
Morisse Stéphanie	NIGEND : 237 128
Mourocq Amélie	NIGEND : 308 601
Moutarde Bruno	NIGEND : 354 665
Mqadmi Sofia	NIGEND : 245 962
Muller Valérie	NIGEND : 354 659
Muller Wanda	NIGEND : 343 190
Nasso Syvline	NIGEND : 300 973
Navarro Nicolas	NIGEND : 343 191
Nawrot Jérémie	NIGEND : 308 167
Nella Frédérique	NIGEND : 314 530
Nguyen Trong Tiep Prisca	NIGEND : 351 439
Niclas Aude	NIGEND : 313 675
Nicolas Yoan	NIGEND : 354 662
Niquet Fabienne	NIGEND : 354 663
Nisse Marie-Sophie	NIGEND : 343 200
Oddoz Julie	NIGEND : 319 425
Padierna-Denis Agnès	NIGEND : 354 683
Pamphile Lionel	NIGEND : 323 236
Parais Estelle	NIGEND : 351 434
Pardin Pétula	NIGEND : 354 680
Parthonnaud Marion	NIGEND : 351 431
Passerat Matthieu	NIGEND : 354 684
Paulus Lorraine	NIGEND : 323 135
Perez Alexandre	NIGEND : 343 209
Perez Navarro Audrey	NIGEND : 225 373
Peyron Sandra	NIGEND : 349 330
Phlé Bun-Ry	NIGEND : 321 575
Pichon Violaine	NIGEND : 343 198
Pita Amaral Amélie	NIGEND : 247 885
Podvin Clarisse	NIGEND : 363 496
Pogolotti Fiona	NIGEND : 330 479
Point Emmanuelle	NIGEND : 314 817
Pothin Sylvia	NIGEND : 351 487
Poulet Cyrielle	NIGEND : 323 146
Protche Benjamin	NIGEND : 343 208
Pruvot Elsa	NIGEND : 363 507
Quatannens Laura	NIGEND : 351 412
Queiroz Sabrina	NIGEND : 350 561
Racon Patrick	NIGEND : 343 196
Radureau Johan	NIGEND : 351 411
Ralison Laure	NIGEND : 363 504
Rémy Caroline	NIGEND : 249 169
Renould Justine	NIGEND : 345 304
Ripamonti Katia	NIGEND : 363 489
Rivière Eva	NIGEND : 309 072
Robbers Angélique	NIGEND : 304 126
Robertin-Zali Laëtitia	NIGEND : 216 671
Roche Pascaline	NIGEND : 315 335
Roeder Anaïs	NIGEND : 270 443

Rossignol Sophie	NIGEND : 329 088
Roulette Mélanie	NIGEND : 231 864
Rousseau Laurent	NIGEND : 354 995
Saint-Val Gaëlle	NIGEND : 351 406
Salingue Lionel	NIGEND : 242 976
Sauveur Mélissa	NIGEND : 332 588
Serre Olivier	NIGEND : 246 593
Siffert Delphine	NIGEND : 320 099
Sizorn Kristell	NIGEND : 275 744
Smolarski Elise	NIGEND : 324 479
Soraru Mélanie	NIGEND : 363 578
Soudan Marie-Claude	NIGEND : 351 405
Spaeter Aurore	NIGEND : 318 702
Spinozzi Laura	NIGEND : 303 243
Stemmelen Caroline	NIGEND : 351 399
Suisse Nicolas	NIGEND : 363 486
Suteau Marie	NIGEND : 363 604
Szalega Malika	NIGEND : 351 398
Tabary Laëtitia	NIGEND : 333 210
Tallec Sébastien	NIGEND : 246 280
Taysse Harmonie	NIGEND : 314 850
Tchan Noëline	NIGEND : 343 194
Teissier Fanny	NIGEND : 343 137
Therméa Mathilde	NIGEND : 278 097
Thodiard Gaëlle	NIGEND : 325 322
Thomas Claire	NIGEND : 351 397
Tixador Morgane	NIGEND : 332 276
Triquet Aurore	NIGEND : 247 056
Trucheur Baptiste	NIGEND : 363 472
Valat Adrien	NIGEND : 354 693
Van De Castele Sandra	NIGEND : 243 416
Vangheluwe Julie	NIGEND : 313 925
Vansteene Mathieu	NIGEND : 245 005
Véron Gwenaël	NIGEND : 354 695
Viallard Christophe	NIGEND : 354 709
Victoire Loïc	NIGEND : 323 233
Vignau Julie	NIGEND : 351 760
Viguier Sandra	NIGEND : 330 348
Villé Charline	NIGEND : 333 239
Villers Sarah	NIGEND : 249 050
Vozelle Thomas	NIGEND : 351 747
Vuitton Eddy	NIGEND : 242 782
Warzecka Marie	NIGEND : 354 981
Zambragis Nelly	NIGEND : 304 147
Zari Romain	NIGEND : 363 601
Zmaric Jennifer	NIGEND : 302 970

Article 3

La décision n° 57075 du 13 août 2019 (NOR : INTJ1922750S) est retirée.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 68682 du 18 octobre 2019 portant attribution
de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ1928593S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu l'instruction n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à la haute technicité des sous-officiers de gendarmerie et à la prime afférente (NOR : INTJ1901447J);

Vu la circulaire n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité (PHT) aux sous-officiers de gendarmerie au titre de l'année 2019;

Vu la décision n° 39413 du 31 mai 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie (NOR : INTJ1915187S),

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général en date du 20 mai 2019;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes en date du 20 mai 2019,

Décide:

Article 1^{er}

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} novembre 2019, au sous-officier de gendarmerie du cadre général suivant :

Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale

Desruisseaux Érick

NIGEND : 161 959

NLS : 8018929

Article 2

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} novembre 2019, aux sous-officiers de gendarmerie spécialiste suivants :

Région de gendarmerie d'Île-de-France, zone de défense et de sécurité de Paris

Ricois Jean-François

NIGEND : 225 473

NLS : 8074546

Région de gendarmerie du Centre – Val de Loire

Lafont Mathieu

NIGEND : 225 204

NLS : 8084007

Groupeement de gendarmerie départementale de l'Hérault

Grouazel Laurent

NIGEND : 224 972

NLS : 8084061

Région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord

Ravaux Anthony

NIGEND : 225 011

NLS : 8084093

Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale

Salesse Jean-Bernard

NIGEND : 225 238

NLS : 8 084 031

Zielinski Jonathan

NIGEND : 225 025

NLS : 8 084 106

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France**Décision n° 12742 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1912541S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} août 2019:

Sommer Franck	NIGEND : 145 614	NLS : 8 003 988
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} août 2019:

Rémond Jérôme	NIGEND : 199 609	NLS : 8 050 084
Dejardin Samuel	NIGEND : 140 544	NLS : 5 325 289
Bétourné Michel	NIGEND : 138 622	NLS : 5 325 206

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} août 2019:

Devacht Guillaume	NIGEND : 170 451	NLS : 8 025 535
Doche Nicolas	NIGEND : 318 495	NLS : 8 111 586
Duhaupas Mathieu	NIGEND : 236 733	NLS : 8 081 709
Genot Yves	NIGEND : 218 310	NLS : 8 064 886
Horlait Fabien	NIGEND : 328 739	NLS : 8 117 176
Rousselle Hervé	NIGEND : 153 741	NLS : 8 011 681
Lassalle Pascal	NIGEND : 121 825	NLS : 5 269 872
Lecarpentier Dominique	NIGEND : 70 734	NLS : 5 282 832

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} août 2019:

Lobreau Jérémy	NIGEND : 269 193	NLS : 8 144 676
Dejardin Vincent	NIGEND : 244 401	NLS : 8 096 969
Riou Rémi	NIGEND : 360 952	NLS : 8 144 187
Ratajczak Éric	NIGEND : 323 915	NLS : 8 093 772
Tobisz Jérôme	NIGEND : 316 877	NLS : 8 110 953
Dia Ibrahim	NIGEND : 313 519	NLS : 8 109 032

Ferrand Eva	NIGEND : 327 378	NLS : 8 115 791
De Oliveira Brian	NIGEND : 327 668	NLS : 8 115 898
Poulain Ludivine	NIGEND : 361 812	NLS : 8 144 605
Soyez Mélina	NIGEND : 356 445	NLS : 8 143 869
Juan Cédric	NIGEND : 361 569	NLS : 8 144 240
Forestier Cyrille	NIGEND : 354 023	NLS : 8 143 756

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie des Hauts-de-France,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Somme,*
D. FORTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 45052 du 2 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1912718S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S);

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Bénac Laurent	NIGEND : 133 426	NLS : 5 311 305
Del David	NIGEND : 150 117	NLS : 8 007 919

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Kocher Yann	NIGEND : 199 836	NLS : 8 048 744
--------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Bannier Cécile	NIGEND : 195 977	NLS : 8 056 402
Runavot Florentin	NIGEND : 307 476	NLS : 8 091 363
Bonpan Érick	NIGEND : 208 644	NLS : 8 062 732

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Rodriguez Juan	NIGEND : 148 399	NLS : 8 006 369
Anger Thierry	NIGEND : 168 148	NLS : 8 023 802
Ricart Brigitte	NIGEND : 146 825	NLS : 8 005 263
Loget Stéphane	NIGEND : 146 793	NLS : 8 005 239

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 août 2019.

*Le général de division,
commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale,
O. GUÉRIF*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 47037 du 7 août 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1923432S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 25591 du 1^{er} décembre 2017 (NOR : INTJ1727066S);

Vu la décision n° 54023 du 25 juillet 2019 GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV portant réintégration dans le corps des sous-officiers de la gendarmerie nationale,

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant à compter du 1^{er} septembre 2019, date de sa réintégration dans le corps des sous-officiers de gendarmerie nationale:

De Oliveira Ramalho David NIGEND : 245 705 NLS : 8 088 912

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 août 2019.

*Le colonel, commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale, par suppléance,
J.-M. DÉTRÉ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 33921 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest

NOR : INTJ1924483S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Bredow David	NIGEND : 145 389	NLS : 8 004 911
---------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Lalo Jonathan	NIGEND : 190 449	NLS : 8 039 563
Duchâtel Pascal	NIGEND : 144 813	NLS : 8 003 026
Gouya Vincent	NIGEND : 194 303	NLS : 8 047 844
Aubois Sébastien	NIGEND : 171 256	NLS : 8 026 805
D'Eurveilher Marius	NIGEND : 193 230	NLS : 8 049 331
Lehoux Éric	NIGEND : 116 654	NLS : 5 219 712

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Thual Ludwig	NIGEND : 310 515	NLS : 8 107 294
Brachet Ludovic	NIGEND : 217 273	NLS : 8 070 684
Simon Fabien	NIGEND : 242 023	NLS : 8 088 284
Pété Julien	NIGEND : 230 184	NLS : 8 077 877
Weisbecker Stéphane	NIGEND : 198 413	NLS : 8 056 144
Loir Ludovic	NIGEND : 247 291	NLS : 8 089 159
Ledain Kévin	NIGEND : 245 083	NLS : 8 097 488
Lardeux Florent	NIGEND : 165 077	NLS : 8 021 761

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Foucher Éric	NIGEND : 164 457	NLS : 8 020 930
Lafauresse Lionel	NIGEND : 174 364	NLS : 8 034 858
Poyer Éric	NIGEND : 189 033	NLS : 8 035 855
Geffriaud Guillaume	NIGEND : 176 894	NLS : 8 033 686

Duponchel Guillaume	NIGEND : 196 039	NLS : 8 053 990
Nicod Hermann	NIGEND : 225 219	NLS : 8 084 021
Wozna Ludovic	NIGEND : 198 516	NLS : 8 046 970

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 29223 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est

NOR : INTJ1924500S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44466 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828646S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Lebrun Fabrice	NIGEND : 146660	NLS : 8005158
Troudet Christophe	NIGEND : 183475	NLS : 8034091

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Langlois Christophe	NIGEND : 121302	NLS : 5242328
Lebert Cédric	NIGEND : 237771	NLS : 8086963
Blaudez Frédéric	NIGEND : 156989	NLS : 8014510
Vasseur Brice	NIGEND : 162437	NLS : 8019395

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Bertrand Julien	NIGEND : 218379	NLS : 8071273
Franchet Damien	NIGEND : 312449	NLS : 8108414
Dardard Mikaël	NIGEND : 170440	NLS : 8025626
Le Peutrec Willy	NIGEND : 234070	NLS : 8086321
Le Duff Aurélien	NIGEND : 230286	NLS : 8077752
Macadré Corentin	NIGEND : 309316	NLS : 8091956
Lorenzo David	NIGEND : 310370	NLS : 8092168
Gentilhomme Célian	NIGEND : 300205	NLS : 8100723

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Perrier Guillaume	NIGEND : 321910	NLS : 8113245
Marie Mathieu	NIGEND : 327244	NLS : 8136368
Mohamed Saïd	NIGEND : 311465	NLS : 8107622
Jan Eric	NIGEND : 324298	NLS : 8114397
Pok Guillaume	NIGEND : 337412	NLS : 8134988

Jacquement Matthieu	NIGEND : 229 846	NLS : 8 085 003
Weinzorn Philippe	NIGEND : 341 095	NLS : 8 110 669
Arnouts Christopher	NIGEND : 326 750	NLS : 6 683 683

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 8420 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1924517S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Hérault Vincent	NIGEND : 132 843	NLS : 5 294 756
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Chauvel Catherine	NIGEND : 190 834	NLS : 8 039 719
--------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Etasse Stéphane	NIGEND : 147 578	NLS : 8 005 643
Tessier Laurent	NIGEND : 116 859	NLS : 5 218 093
Laupie Jean-Marie	NIGEND : 132 038	NLS : 5 294 139

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Viala Alain	NIGEND : 145 265	NLS : 8 003 898
Peran Christian	NIGEND : 140 786	NLS : 8 008 944
Costel Philippe	NIGEND : 144 922	NLS : 8 003 628
Bouteille Christophe	NIGEND : 139 704	NLS : 5 296 013

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 septembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie des transports aériens,
J.-P. GESNOT*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 25953 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1924498S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S);

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Flores Jean-Pierre	NIGEND : 132 945	NLS : 5 295 826
Cadillon Patrick	NIGEND : 128 146	NLS : 5 271 108

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Taillan Pascal	NIGEND : 167 900	NLS : 8 023 692
Bastaras Frédéric	NIGEND : 165 524	NLS : 8 022 106
Perez Ingrid	NIGEND : 170 140	NLS : 8 025 371
Théry Fabien	NIGEND : 144 876	NLS : 8 003 386
Deycard Nicolas	NIGEND : 188 012	NLS : 8 038 532

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Jeanne Jérémie	NIGEND : 231 214	NLS : 8 085 270
Esselin Séverine	NIGEND : 176 498	NLS : 8 036 316
Andrade David	NIGEND : 209 286	NLS : 8 050 475
Terrasse Laétitia	NIGEND : 209 032	NLS : 8 064 582
Thiam Malick	NIGEND : 204 480	NLS : 8 055 321
Saint-Magne Gérard	NIGEND : 139 909	NLS : 5 272 189
Morales Joseph	NIGEND : 135 704	NLS : 5 323 981
Mathieu René	NIGEND : 138 162	NLS : 5 281 948
Lamartinie Jean-Pierre	NIGEND : 141 251	NLS : 8 001 260
Goujon Michel	NIGEND : 126 943	NLS : 5 280 034
Longy Pascal	NIGEND : 119 762	NLS : 5 241 263
Chetaud Fabien	NIGEND : 125 695	NLS : 5 269 716
Fenie Franck	NIGEND : 134 250	NLS : 5 310 869
Goudet Patrick	NIGEND : 124 795	NLS : 5 270 680

Antoine Bruno	NIGEND : 134 206	NLS : 5 310 800
Willmerding Hubert	NIGEND : 145 376	NLS : 8 003 699
Manzagol Olivier	NIGEND : 134 408	NLS : 5 295 262

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Planas Carine	NIGEND : 329 562	NLS : 8 118 388
Villain Christophe	NIGEND : 190 465	NLS : 8 039 598
Bournelle Bertrand	NIGEND : 199 720	NLS : 8 053 505
Beraguas David	NIGEND : 192 410	NLS : 8 040 388
Lecarpentier Steve	NIGEND : 173 443	NLS : 8 034 762
Estaves Christophe	NIGEND : 360 790	NLS : 6 699 831
D'Adda Samuel	NIGEND : 200 175	NLS : 8 048 720
Lamy Stéphane	NIGEND : 204 977	NLS : 8 058 948
Baugartner Wilfrid	NIGEND : 177 225	NLS : 8 036 368
Miquel Laurent	NIGEND : 156 490	NLS : 8 013 865
Rau Stéphane	NIGEND : 147 079	NLS : 8 005 383
Barro Louis	NIGEND : 160 283	NLS : 8 017 300
Dubié Bruno	NIGEND : 145 415	NLS : 8 004 937
Gendré Jean-Michel	NIGEND : 154 658	NLS : 8 012 262

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général de division, commandant
la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 29435 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges

NOR : INTJ1924499S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Dos Santos Antonio	NIGEND : 150 867	NLS : 8 009 031
Henck Patrice	NIGEND : 069 791	NLS : 5 271 351

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Ramos Laurent	NIGEND : 181 430	NLS : 8 033 872
Emo Catherine	NIGEND : 146 086	NLS : 8 004 439
Altmeyer Michel	NIGEND : 191 117	NLS : 8 039 800
Jespas Johan	NIGEND : 184 324	NLS : 8 043 022

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Cots Jimmy	NIGEND : 223 631	NLS : 8 073 550
Humbert Michaël	NIGEND : 247 955	NLS : 8 089 386
Demange Patrick	NIGEND : 157 866	NLS : 8 015 318
Rota Sandrine	NIGEND : 210 533	NLS : 8 063 139
Marienberg Jean-Luc	NIGEND : 144 192	NLS : 8 002 870
Langeard Jérôme	NIGEND : 155 089	NLS : 8 012 454
Bourada Cassandre	NIGEND : 326 937	NLS : 8 115 666
Robert Mathieu	NIGEND : 330 228	NLS : 8 118 595
Blanc Grégory	NIGEND : 310 338	NLS : 8 092 132
Pastor Jean-Jacques	NIGEND : 124 409	NLS : 5 270 565
Rubéo-Lisa Hervé	NIGEND : 144 868	NLS : 5 278 003
Charles Éric	NIGEND : 117 514	NLS : 5 220 631

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Tlemsani Brice	NIGEND : 308 226	NLS : 8 091 589
-----------------------	------------------	-----------------

Moskal Déborah	NIGEND : 242 875	NLS : 8 095 909
Mercier Nicolas	NIGEND : 242 871	NLS : 8 095 905
Varette Johann	NIGEND : 271 098	NLS : 8 143 306
Hamann Quentin	NIGEND : 341 435	NLS : 8 137 334
Moneuse Raphaël	NIGEND : 237 953	NLS : 8 082 613
Heudebourg Laurie	NIGEND : 361 607	NLS : 8 144 433
Roche Olivier	NIGEND : 179 346	NLS : 8 029 587
Caron Thomas	NIGEND : 314 044	NLS : 8 109 515
Pinson Nicolas	NIGEND : 243 590	NLS : 8 088 731
Aboulaich Mounir	NIGEND : 206 702	NLS : 8 060 532
Accarier Karène	NIGEND : 169 269	NLS : 8 024 900

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 47040 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1924514S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 851 du 12 décembre 2018;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S);

Vu la décision n° 44466 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828646S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S);

Vu la décision n° 55971 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828610S);

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S);

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Bernard Christian	NIGEND : 157 368	NLS : 5 180 210
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Marie Olivier	NIGEND : 158 067	NLS : 8 015 271
Magnin Stéphane	NIGEND : 155 464	NLS : 8 013 149
Cellard Christophe	NIGEND : 156 179	NLS : 8 013 720

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Gilles Emmanuel	NIGEND : 322 952	NLS : 8 114 707
Vincendeau Emilie	NIGEND : 233 134	NLS : 8 086 129
Villalon Eric	NIGEND : 161 078	NLS : 8 017 999
Viez Jérémy	NIGEND : 239 800	NLS : 8 087 774
De la Tour Florian	NIGEND : 312 955	NLS : 8 108 564
De Brito Ventura Angélique	NIGEND : 241 454	NLS : 8 088 141
Cavirot Julien	NIGEND : 239 826	NLS : 8 087 418
Plantier Nicolas	NIGEND : 240 663	NLS : 8 094 762
De Boysère Geoffrey	NIGEND : 308 858	NLS : 8 091 731
Pitard Elise	NIGEND : 334 313	NLS : 8 057 768
Pfeiffer Quentin	NIGEND : 336 783	NLS : 8 135 218
Paquot Yannick	NIGEND : 337 521	NLS : 8 106 286

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Anceaux Stéphane	NIGEND : 144 896	NLS : 8 003 601
Prisca Annabel	NIGEND : 137 003	NLS : 8 001 575
Cueilhe Rémi	NIGEND : 341 199	NLS : 8 110 784

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant les écoles de la gendarmerie nationale,*
T. MORTEROL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est**Décision n° 14377 du 17 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1924505S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Herbeck Gilles	NIGEND : 146 782	NLS : 8 005 234
Simon Yannick	NIGEND : 158 599	NLS : 8 015 884

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Chauveau Christophe	NIGEND : 174 640	NLS : 8 028 218
Vendôme Vincent	NIGEND : 203 853	NLS : 8 055 052
Bordes Sophie	NIGEND : 189 120	NLS : 8 043 543

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Putterie Thierry	NIGEND : 119 908	NLS : 5 240 542
Rota Jean-Pierre	NIGEND : 118 945	NLS : 5 220 793
Mouillet Laurent	NIGEND : 121 952	NLS : 5 242 964
Larmusiaux Alain	NIGEND : 127 408	NLS : 5 280 168
Urbain Patrice	NIGEND : 123 221	NLS : 5 270 179
Bévière Gilles	NIGEND : 137 407	NLS : 5 324 209
Bisgambiglia Mathieu	NIGEND : 134 982	NLS : 5 311 420
Buron Olivier	NIGEND : 127 810	NLS : 5 279 456
Fourcade Emilie	NIGEND : 184 852	NLS : 8 036 526

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Szalaj Jessica	NIGEND : 302 953	NLS : 8 101 920
Delain Laura	NIGEND : 330 159	NLS : 8 118 542
Letizi Frédéric	NIGEND : 203 710	NLS : 8 054 759
Severino Franck	NIGEND : 217 689	NLS : 8 064 643
Quesnoit Christophe	NIGEND : 165 116	NLS : 8 021 684

Castel Loïc	NIGEND : 176 118	NLS : 8 028 616
Meducin Dimitri	NIGEND : 185 211	NLS : 8 045 224
Maurice Yann	NIGEND : 186 130	NLS : 8 038 161
Hiernaux Jessy	NIGEND : 178 115	NLS : 8 028 950

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 septembre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Marne,*
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 54984 du 17 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1924516S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15660 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828617S);

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S);

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S);

Vu la décision n° 21064 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834835S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Dubois Thierry	NIGEND : 140 689	NLS : 8 000 326
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Baudoin Raphaël	NIGEND : 176 332	NLS : 8 028 703
------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Chabaud Pierre	NIGEND : 133 176	NLS : 5 295 241
Abrousse Christian	NIGEND : 138 734	NLS : 5 324 500
Siska Laurent	NIGEND : 151 134	NLS : 8 009 192

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Guigon Patrick	NIGEND : 140 413	NLS : 5 281 738
Rifflard Gilles	NIGEND : 151 020	NLS : 8 009 287
Theuret Christophe	NIGEND : 159 538	NLS : 8 016 784
Labarre Laurent	NIGEND : 147 042	NLS : 8 005 441
Lantoine Sophie	NIGEND : 353 373	NLS : 8 142 051
Deshais Alexandre	NIGEND : 354 102	NLS : 8 143 745
Galtier Laurent	NIGEND : 158 404	NLS : 8 015 654

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 septembre 2019.

*Le général de division,
commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale,
O. GUÉRIF*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand-Est**Décision n° 11 175 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ192 7037S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28 997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ182 8615S);

Vu la décision n° 16 312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ183 5775S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Lesgourgues Bruno	NIGEND : 126 951	NLS : 5 280 242
Malhage Cyril	NIGEND : 181 131	NLS : 8 030 066

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Janson Lionel	NIGEND : 164 087	NLS : 8 020 847
Weigel François	NIGEND : 165 912	NLS : 8 022 399
Brouillard Matthieu	NIGEND : 227 167	NLS : 8 075 504

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Fickinger Guillaume	NIGEND : 198 162	NLS : 8 055 752
Litzler Grégory	NIGEND : 232 898	NLS : 8 079 491
Didierjean Anne-Laure	NIGEND : 212 807	NLS : 8 063 672
Fachin Mariève	NIGEND : 234 680	NLS : 8 086 517
Beaurain Laurent	NIGEND : 127 668	NLS : 5 188 816
Bernhardt Patrick	NIGEND : 124 227	NLS : 5 243 311
Wilmet-Payet Gilbert	NIGEND : 133 151	NLS : 5 295 191
Jean Frédéric	NIGEND : 121 291	NLS : 5 242 923
Hilsz Eric	NIGEND : 133 216	NLS : 5 311 160
Choleau Patrice	NIGEND : 136 613	NLS : 5 311 323

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Haertter Alain	NIGEND : 150 416	NLS : 8 008 247
Collin Cédric	NIGEND : 160 054	NLS : 8 017 126
Fiévet Laurent	NIGEND : 163 153	NLS : 8 019 943

Morteau Nicolas	NIGEND : 156 762	NLS : 8014 273
Landbeck Geoffroy	NIGEND : 198 899	NLS : 8049 014
Ourthe Jérôme	NIGEND : 198 158	NLS : 8056 119
Jeandon David	NIGEND : 217 964	NLS : 8064 792
Ravaudet Frédéric	NIGEND : 178 378	NLS : 8035 707
Géron Pascal	NIGEND : 148 465	NLS : 8006 834
Heinimann Damien	NIGEND : 137 323	NLS : 5324 749

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 14695 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »

NOR : INTJ1927002S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21063 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834833S),

Décide:

Article 1^{er}L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Seguineau Thierry	NIGEND : 129 763	NLS : 5 283 089
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Lepître Yannick	NIGEND : 169 562	NLS : 8 025 170
Varin Sébastien	NIGEND : 166 219	NLS : 8 022 696
Bely Thierry	NIGEND : 156 859	NLS : 6 004 261

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Nouals Francis	NIGEND : 136 555	NLS : 5 324 073
Roure Jean-Marc	NIGEND : 134 436	NLS : 5 311 381
Thoumieux Christophe	NIGEND : 128 100	NLS : 5 281 296
Séguenot Alain	NIGEND : 131 855	NLS : 5 282 185
Collange Gilles	NIGEND : 135 129	NLS : 5 323 638
Van-Oost Jean-Luc	NIGEND : 121 234	NLS : 5 242 797
Espezel Jean	NIGEND : 70 139	NLS : 5 293 536
Revillon D'Appeval Pascal	NIGEND : 69 957	NLS : 5 282 070
Simond Serge	NIGEND : 70 204	NLS : 5 283 980
Haag Dominique	NIGEND : 131 135	NLS : 5 283 335

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Hennequet Baptiste	NIGEND : 333 554	NLS : 8 133 347
Boulvrais Jacques	NIGEND : 150 944	NLS : 8 009 216
Chaumont Stéphane	NIGEND : 150 622	NLS : 8 008 426
Kersuzan Emmanuel	NIGEND : 155 585	NLS : 8 013 068
Guilbert Ludovic	NIGEND : 157 555	NLS : 8 015 042
Billon Cyril	NIGEND : 158 004	NLS : 8 015 208

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,*
É. BIO FARINA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 14697 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1927003S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21064 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834835S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Chaput Christian	NIGEND : 136177	NLS : 5324009
-------------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Pierrard Pierre	NIGEND : 122783	NLS : 5243877
------------------------	-----------------	---------------

Gueguen Philippe	NIGEND : 148730	NLS : 8006533
-------------------------	-----------------	---------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Gentil Laurent	NIGEND : 370480	NLS : 8119593
-----------------------	-----------------	---------------

Bonnot Anthony	NIGEND : 343085	NLS : 8137957
-----------------------	-----------------	---------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,*
É. BIO FARINA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 14698 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »**

NOR : INTJ1927004S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19906 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828607S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Werly Éric NIGEND : 188 079 NLS : 8046277

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Dufort Jérémie NIGEND : 302 397 NLS : 8090483

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Pays de la Loire**Décision n° 31883 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ1927022S

Le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42565 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828618S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Sauvaget Laurent	NIGEND : 142 373	NLS : 5 281 985
Lechat-Le Boucher Claudy	NIGEND : 160 654	NLS : 8 021 259
Bocquier Jean-Yves	NIGEND : 149 618	NLS : 8 007 611

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Marolley Aurélie	NIGEND : 237 775	NLS : 8 086 967
Grimaud Charly	NIGEND : 174 823	NLS : 8 033 111
Béreau David	NIGEND : 198 609	NLS : 8 056 206
Dupré Karl	NIGEND : 149 778	NLS : 8 007 446
Racapé Yves	NIGEND : 161 171	NLS : 8 018 286

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Davignon Grégory	NIGEND : 223 635	NLS : 8 073 554
Ledain Yann	NIGEND : 131 147	NLS : 5 283 346
Cartier Cyril	NIGEND : 126 146	NLS : 5 243 682
Salmon Élie	NIGEND : 136 779	NLS : 5 324 276
Roset Frédéric	NIGEND : 135 483	NLS : 5 322 867
Champagne Catherine	NIGEND : 144 641	NLS : 8 002 323
Porteboeuf Christophe	NIGEND : 140 619	NLS : 5 325 363
Paris Alain	NIGEND : 145 716	NLS : 8 004 073
Nicolas Sylvain	NIGEND : 131 543	NLS : 5 282 295
Colliot Jean-Pierre	NIGEND : 131 233	NLS : 5 294 021
Leclerc Dominique	NIGEND : 132 572	NLS : 5 294 657
Martin Joël	NIGEND : 141 409	NLS : 5 272 076
Common Christian	NIGEND : 132 812	NLS : 5 294 721
Bosson Luc	NIGEND : 133 714	NLS : 5 294 316

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Tallec Véronique	NIGEND : 135 231	NLS : 5 310 996
Brossard Christophe	NIGEND : 145 391	NLS : 8 004 913
Clair Hervé	NIGEND : 141 906	NLS : 8 000 622
Laboutique Fabrice	NIGEND : 143 354	NLS : 8 000 751
Capiaux Arnaud	NIGEND : 134 467	NLS : 5 310 911
Beaudou Christophe	NIGEND : 135 400	NLS : 5 322 908
Dussac Christophe	NIGEND : 135 429	NLS : 5 322 934
Barreaux Vincent	NIGEND : 147 788	NLS : 8 008 604
Guricolas Patrick	NIGEND : 158 300	NLS : 8 015 747
Lamoureux Fabienne	NIGEND : 141 126	NLS : 8 001 057
Cormier Fabrice	NIGEND : 139 193	NLS : 5 305 130
Le Minous Stéphane	NIGEND : 142 194	NLS : 8 001 669
Dyjak Jean-Pierre	NIGEND : 144 817	NLS : 8 002 929

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*
J.-M. VERRANDO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 37676 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest

NOR : INTJ1927014S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Gicquel Thierry	NIGEND : 149 792	NLS : 8 007 460
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Friquet Nicolas	NIGEND : 209 443	NLS : 8 050 990
Auger Sébastien	NIGEND : 200 954	NLS : 8 050 121
Laurent Alain	NIGEND : 221 154	NLS : 8 073 288
Lecanu Sébastien	NIGEND : 311 221	NLS : 6 699 145
Lepeltier Patrick	NIGEND : 135 164	NLS : 5 323 662
Ramirez Laurent	NIGEND : 150 681	NLS : 8 008 482
Vermont Grégoire	NIGEND : 339 888	NLS : 8 109 207
Contin Patrice	NIGEND : 162 889	NLS : 8 019 722
Magnon Thomas	NIGEND : 242 002	NLS : 6 640 686
Rolle Robin	NIGEND : 132 336	NLS : 5 295 094

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Delattre Nicolas	NIGEND : 225 578	NLS : 8 084 123
Fève Florian	NIGEND : 201 826	NLS : 8 052 607
Charrieau Francis	NIGEND : 172 252	NLS : 8 030 681
Ménier Romain	NIGEND : 176 819	NLS : 8 030 539
Dégla s Thierry	NIGEND : 224 408	NLS : 8 083 811
Lavaud Pierre	NIGEND : 179 913	NLS : 8 037 131
Barbier William	NIGEND : 319 537	NLS : 6 604 415
Doladilhe Frédéric	NIGEND : 147 211	NLS : 8 005 521
Boudat Christophe	NIGEND : 146 448	NLS : 8 004 207

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 37827 du 2 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne

NOR : INTJ1927011S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S);

Vu la décision n° 665 du 8 janvier 2019 (NOR : INTJ1900455S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Chouannière Stéphane	NIGEND : 157 128	NLS : 8 014 626
Thomas Nathalie	NIGEND : 139 394	NLS : 5 264 391
Gohin Olivier	NIGEND : 147 957	NLS : 8 006 131
Krieger Daniel	NIGEND : 154 759	NLS : 8 012 346

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Kermoal David	NIGEND : 153 346	NLS : 8 011 253
Larroux Romuald	NIGEND : 215 785	NLS : 8 064 207
Uguen Nicolas	NIGEND : 229 199	NLS : 8 084 967
Le Bère Olivier	NIGEND : 172 449	NLS : 8 027 165
Antoine Christelle	NIGEND : 211 987	NLS : 8 063 472

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Daniel Patrick	NIGEND : 150 965	NLS : 8 009 237
Cornet Yves	NIGEND : 129 210	NLS : 5 280 416
Jeuland Patricia	NIGEND : 116 728	NLS : 5 191 246
De Cruz Éric	NIGEND : 129 585	NLS : 5 282 522
Denis Jean-Pierre	NIGEND : 139 201	NLS : 5 305 234
Blondeau Philippe	NIGEND : 138 380	NLS : 5 324 806
Billaud Philippe	NIGEND : 150 940	NLS : 8 009 212
Dubourg Hubert	NIGEND : 129 102	NLS : 5 281 325
Clément Marie-Claude	NIGEND : 125 470	NLS : 5 270 475
Vasseur Éric	NIGEND : 122 804	NLS : 5 243 897
Pichavant Patrick	NIGEND : 131 558	NLS : 5 282 303
Le Roux Tugdual	NIGEND : 131 683	NLS : 5 294 456

Le Peuch Yannick	NIGEND : 129470	NLS : 5281453
Sebillet Michel	NIGEND : 136270	NLS : 5323871

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Nassiet Alexandre	NIGEND : 172474	NLS : 8027188
Carfantan Daniel	NIGEND : 168164	NLS : 8023815
Valy Nicolas	NIGEND : 204295	NLS : 8054865
Sanson Yann	NIGEND : 153381	NLS : 8011284
Cerisier Philippe	NIGEND : 152173	NLS : 8010213
Duperron Jean-Philippe	NIGEND : 142899	NLS : 8002228
Martin Cécile	NIGEND : 145898	NLS : 8005347
Rouault Yannick	NIGEND : 144591	NLS : 8003381
Roulin Gaël	NIGEND : 153028	NLS : 8010890
Brizard Yann	NIGEND : 138901	NLS : 5323416
Ménard Christophe	NIGEND : 137353	NLS : 5324764

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie**Décision n° 11366 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime**

NOR : INTJ1927021S

Le commandant de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15660 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828617S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Vasse Romuald	NIGEND : 134 731	NLS : 5 311 880
Saunois Sébastien	NIGEND : 155 351	NLS : 8 012 782

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Grodziski Laurent	NIGEND : 169 961	NLS : 8 025 436
Morin Nicolas	NIGEND : 243 726	NLS : 8 088 794
Pilon Jean-François	NIGEND : 169 213	NLS : 8 024 882

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Frère Anthony	NIGEND : 152 561	NLS : 8 010 424
Jardin Thierry	NIGEND : 137 444	NLS : 5 324 559
Brottier Jean-Claude	NIGEND : 124 668	NLS : 5 269 736
Autret Nicolas	NIGEND : 124 542	NLS : 5 244 208
Couture Frédéric	NIGEND : 129 581	NLS : 5 282 518
Defurne Didier	NIGEND : 122 264	NLS : 5 244 642
Planchenau Gildas	NIGEND : 132 996	NLS : 5 295 770

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Le Burel Fabrice	NIGEND : 160 341	NLS : 8 017 351
Eeckeman Stéphane	NIGEND : 163 148	NLS : 8 019 938
Wirty Laurent	NIGEND : 168 933	NLS : 8 024 699
Lesur David	NIGEND : 176 158	NLS : 8 028 656
Flament Sébastien	NIGEND : 187 979	NLS : 8 038 540
Goyer David	NIGEND : 208 158	NLS : 8 062 620
Peroval Eddy	NIGEND : 192 429	NLS : 8 049 027

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 octobre 2019.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*
B. ARVISET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Centre-Val de Loire**Décision n° 22806 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1927017S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S);

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Guy Xavier	NIGEND : 135 571	NLS : 5 323 765
Boulet Éric	NIGEND : 141 063	NLS : 8 001 113
Quinault Laëtitia	NIGEND : 190 259	NLS : 8 039 374
Maintenay Philippe	NIGEND : 122 975	NLS : 5 244 680

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Meur Frédérique	NIGEND : 219 209	NLS : 8 071 816
Denoux Olivier	NIGEND : 176 641	NLS : 8 028 828
Lescoutre Jérôme	NIGEND : 174 557	NLS : 8 028 059
Dupuy Jérôme	NIGEND : 201 497	NLS : 8 052 605
Boudou Patrick	NIGEND : 129 790	NLS : 5 283 917
Gaboriau Mathieu	NIGEND : 212 338	NLS : 8 067 156
Pozza Pascal	NIGEND : 149 705	NLS : 8 007 575
Beauguyon Johann	NIGEND : 189 460	NLS : 8 044 851
Guillemain Virginie	NIGEND : 182 611	NLS : 8 041 285

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Zarembski Anthony	NIGEND : 213 345	NLS : 8 067 737
Pioger Marie	NIGEND : 334 363	NLS : 8 057 742
Herlin Aurélie	NIGEND : 221 231	NLS : 8 073 182
Bouedec Ivonig	NIGEND : 195 627	NLS : 8 048 190
Duris Jean-Claude	NIGEND : 140 552	NLS : 5 325 299
Dubois Yves	NIGEND : 125 597	NLS : 5 244 423
Evrard Philippe	NIGEND : 142 312	NLS : 5 272 334
Lalande Laurent	NIGEND : 70 815	NLS : 5 293 851
Noblet Yves	NIGEND : 133 665	NLS : 5 311 726

Herbiet Pascal	NIGEND : 129 619	NLS : 5 282 555
Billard Jean-Georges	NIGEND : 139 174	NLS : 5 305 218
Gaspard Henri	NIGEND : 128 317	NLS : 5 282 358

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Ferlet Jérôme	NIGEND : 202 016	NLS : 8 044 198
Bordas David	NIGEND : 175 866	NLS : 8 033 623
De Ridder Frédéric	NIGEND : 173 924	NLS : 8 027 719
Guillot Nicole	NIGEND : 146 779	NLS : 8 005 232
Mongour Damien	NIGEND : 188 451	NLS : 8 045 897
Sola Laurent	NIGEND : 163 564	NLS : 8 020 283
Dorard Tony	NIGEND : 303 258	NLS : 6 567 881
Brosse Carine	NIGEND : 175 612	NLS : 8 028 513
Guillaume Julien	NIGEND : 176 032	NLS : 8 033 619
Fromentin Cédric	NIGEND : 204 338	NLS : 8 060 360
Letellier Pierre	NIGEND : 204 212	NLS : 8 054 849
Chéry Gaëlle	NIGEND : 161 205	NLS : 8 021 427
Viseux Gérald	NIGEND : 193 642	NLS : 8 047 607
Beauciel Pascal	NIGEND : 149 741	NLS : 8 007 409
Thérézien Patrick	NIGEND : 141 557	NLS : 8 000 295
Bourot Frédéric	NIGEND : 155 908	NLS : 8 013 518
David Stéphane	NIGEND : 143 173	NLS : 8 002 682
Larcher Thierry	NIGEND : 144 300	NLS : 8 003 460
Beck Stéphane	NIGEND : 136 317	NLS : 5 322 604
Pinto Antonio	NIGEND : 159 082	NLS : 8 016 382

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 octobre 2019.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Loiret,*
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

**Décision n° 31669 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est**

NOR : INTJ1927034S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44466 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828646S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Fixaris Fabrice	NIGEND : 172 034	NLS : 8 027 333
Rouleaud Dimitri	NIGEND : 169 081	NLS : 8 024 790

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Roth Didier	NIGEND : 120 873	NLS : 5 221 171
Barbotin Sébastien	NIGEND : 181 086	NLS : 8 030 015
Magnien Pierre	NIGEND : 196 378	NLS : 8 048 322
Bozon Francis	NIGEND : 166 729	NLS : 8 022 913

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Bredas Marc-André	NIGEND : 319 333	NLS : 8 111 694
Grange Cédric	NIGEND : 199 084	NLS : 8 046 903
Jacques Alexis	NIGEND : 309 062	NLS : 8 106 213
Privet Maxime	NIGEND : 225 795	NLS : 8 074 635
Bardin Nicolas	NIGEND : 308 841	NLS : 8 091 716
Acthergal Olivier	NIGEND : 179 843	NLS : 8 016 074
Larché Christophe	NIGEND : 324 186	NLS : 8 093 831
Côte David	NIGEND : 323 841	NLS : 8 093 740
Lefait Jérémy	NIGEND : 248 274	NLS : 8 089 445
Warzecha Wladimir	NIGEND : 314 919	NLS : 8 133 390
Rémy Jean-Marc	NIGEND : 247 042	NLS : 8 098 683

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Suzzoni Bruce	NIGEND : 320 977	NLS : 8 093 225
Chéreau Guillaume	NIGEND : 171 523	NLS : 8 026 118

Brousse Jean-Baptiste	NIGEND : 202 281	NLS : 8 054 448
Rousset Jean-Christophe	NIGEND : 204 300	NLS : 5 307 644
Lebouc Ludovic	NIGEND : 187 894	NLS : 8 035 749
Bourguignon Cédric	NIGEND : 179 295	NLS : 8 029 518
Chrétien Julien	NIGEND : 210 472	NLS : 8 065 571
Fabre Jérôme	NIGEND : 191 065	NLS : 8 039 830
Roques Nicolas	NIGEND : 179 751	NLS : 8 036 638

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 58661 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie

NOR : INTJ1927023S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Lemesre Frédéric	NIGEND : 135 691	NLS : 5 323 869
Junod Pascal	NIGEND : 70 229	NLS : 5 283 160
Savin Olivier	NIGEND : 146 568	NLS : 8 004 282
Guillot Cyril	NIGEND : 166 983	NLS : 8 023 049
Bouche Philippe	NIGEND : 159 925	NLS : 8 017 016
Allart Gilles	NIGEND : 143 293	NLS : 8 000 900

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Peillon Jean-Philippe	NIGEND : 183 097	NLS : 8 033 867
Pépin Alain	NIGEND : 164 116	NLS : 8 020 873
Arnaud Jérôme	NIGEND : 157 831	NLS : 8 015 901
Cotte Jean-Pierre	NIGEND : 160 995	NLS : 8 017 827
Gostiaux Denis	NIGEND : 226 365	NLS : 8 084 371
Nègre Emmanuel	NIGEND : 140 609	NLS : 5 325 354
Ferréol Pierre-Antoine	NIGEND : 185 673	NLS : 8 037 255
Courbot Wilfrid	NIGEND : 147 703	NLS : 8 008 533
Navarro Daniel	NIGEND : 171 942	NLS : 8 027 065
Pani Damien	NIGEND : 175 834	NLS : 8 031 621
Dedeyne Mickaël	NIGEND : 176 129	NLS : 8 028 627
Sauri Jérôme	NIGEND : 205 312	NLS : 8 062 923

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Laurent Éric	NIGEND : 123 865	NLS : 5 243 591
Locatelli Pascal	NIGEND : 136 540	NLS : 5 324 166
Escande Claudine	NIGEND : 70 847	NLS : 5 293 825

Roche Éric	NIGEND : 129 885	NLS : 5 283 892
Iglesias Martial	NIGEND : 127 491	NLS : 5 280 842
Labarrière François	NIGEND : 135 160	NLS : 5 312 163
Oelschlager Lionel	NIGEND : 123 139	NLS : 5 270 153
Guy Véronique	NIGEND : 136 814	NLS : 5 324 337
Nauze Didier	NIGEND : 126 439	NLS : 5 279 894
Girardon Philippe	NIGEND : 131 784	NLS : 5 282 226
Caslot Bruno	NIGEND : 120 071	NLS : 5 220 396
Bersali Karim	NIGEND : 133 573	NLS : 5 282 343
Oliver Jean-Luc	NIGEND : 147 984	NLS : 8 006 159
Bersi Malek	NIGEND : 133 290	NLS : 5 295 910
Rey Alain	NIGEND : 129 060	NLS : 5 283 691
Blanchet Marc	NIGEND : 127 022	NLS : 5 280 821
Moy Freddy	NIGEND : 69 819	NLS : 5 271 379
Orcel Thierry	NIGEND : 153 847	NLS : 8 011 385
Sauvère Guy	NIGEND : 131 310	NLS : 5 283 989
Leduc Martial	NIGEND : 146 259	NLS : 8 004 557
Caumont Yves	NIGEND : 138 388	NLS : 5 324 812
Philippoff Éric	NIGEND : 142 614	NLS : 5 272 383
Portella Thierry	NIGEND : 128 542	NLS : 5 280 980
Fagant Serge	NIGEND : 129 449	NLS : 5 281 436

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Gelix Richard	NIGEND : 208 639	NLS : 8 062 681
Hamard Victorien	NIGEND : 183 900	NLS : 8 036 959
Riga Michaël	NIGEND : 172 214	NLS : 8 026 385
Costa Fabien	NIGEND : 167 938	NLS : 8 024 125
Dono François-Xavier	NIGEND : 157 715	NLS : 8 015 141
Buatois Rémy	NIGEND : 183 876	NLS : 8 036 970
Sauvêtre Cédric	NIGEND : 192 942	NLS : 8 047 308
Lanoix David	NIGEND : 193 897	NLS : 8 047 662
Kierski Benoît	NIGEND : 200 836	NLS : 8 046 760
Bolot Thierry	NIGEND : 156 867	NLS : 8 014 718
Malitte Christophe	NIGEND : 198 801	NLS : 8 053 750
Marti Michel	NIGEND : 181 377	NLS : 8 030 162
Espejo Francis	NIGEND : 220 186	NLS : 6 617 791
Lambert Cédric	NIGEND : 175 922	NLS : 8 033 336
Gaillac Nicolas	NIGEND : 171 412	NLS : 8 026 932
Iliopoulos Olivier	NIGEND : 213 081	NLS : 8 067 572
Salado Yves-Marie	NIGEND : 173 830	NLS : 8 031 925
Decharraud Laurent	NIGEND : 207 070	NLS : 8 062 323
Garcia Pascal	NIGEND : 170 097	NLS : 8 025 039
Jaremkiewicz Sébastien	NIGEND : 193 880	NLS : 8 047 654
Magaud Sébastien	NIGEND : 165 873	NLS : 8 022 361
Courel Dimitri	NIGEND : 181 710	NLS : 8 036 723
Gudéfin Jean-Frédéric	NIGEND : 205 707	NLS : 8 058 604
Chapon Christophe	NIGEND : 156 885	NLS : 8 014 735
Ingrand Christophe	NIGEND : 174 359	NLS : 8 031 530
Vincent Frédéric	NIGEND : 195 646	NLS : 8 048 265

Grumel Bertrand	NIGEND : 173 075	NLS : 8 027 448
Haie Fabrice	NIGEND : 168 314	NLS : 8 023 751
Astier Xavier	NIGEND : 214 044	NLS : 8 068 379
Braconnier Alexandra	NIGEND : 180 644	NLS : 8 029 816
Guggia Pierre	NIGEND : 201 137	NLS : 8 044 026

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 15569 du 4 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1927010S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20183 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828612S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Rougerie Jean-François	NIGEND : 151 707	NLS : 8 009 581
-------------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Martin Franck	NIGEND : 168 773	NLS : 8 024 569
----------------------	------------------	-----------------

Boutin Christophe	NIGEND : 150 946	NLS : 8 009 218
--------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Mayeras Pierre	NIGEND : 127 627	NLS : 5 281 174
-----------------------	------------------	-----------------

Avérous Patrice	NIGEND : 139 298	NLS : 5 264 405
------------------------	------------------	-----------------

Bauzou Jean-Luc	NIGEND : 157 240	NLS : 8 014 905
------------------------	------------------	-----------------

Fronty Philippe	NIGEND : 147 949	NLS : 8 006 123
------------------------	------------------	-----------------

Prat Francis	NIGEND : 129 355	NLS : 5 283 777
---------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Bourgeois Franck	NIGEND : 171 497	NLS : 8 026 229
-------------------------	------------------	-----------------

Dumet Loïc	NIGEND : 166 333	NLS : 8 022 532
-------------------	------------------	-----------------

Leclercq Pierre	NIGEND : 203 341	NLS : 8 054 942
------------------------	------------------	-----------------

Caron Éric	NIGEND : 164 824	NLS : 8 021 422
-------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 octobre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*
H. FLAMMANT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 5819 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ1927083S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7719 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828670S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Brugère Laëtitia	NIGEND : 201 185	NLS : 8 044 001
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Vuillerminaz Michel	NIGEND : 127 349	NLS : 5 279 398
Busson Marcel	NIGEND : 128 285	NLS : 5 279 532
Bastien Thierry	NIGEND : 141 884	NLS : 8 000 106

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Gottrant Pierre	NIGEND : 148 898	NLS : 8 006 663
Dupuis Christophe	NIGEND : 152 198	NLS : 8 010 125
Godier Laurent	NIGEND : 152 342	NLS : 8 010 144
Martin Jean-Luc	NIGEND : 138 159	NLS : 5 281 946

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'air,*
P. GUICHARD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 18150 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1927052S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S);

Vu la décision n° 2620 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828666S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Flucher Régis	NIGEND : 174 221	NLS : 8 027 935
Duclos Laurent	NIGEND : 174 526	NLS : 8 028 138
Oury Julien	NIGEND : 166 790	NLS : 8 022 965

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Gramczewski Frédéric	NIGEND : 159 159	NLS : 8 015 922
Bastien Stéphane	NIGEND : 165 805	NLS : 8 022 303
Thirot Guillaume	NIGEND : 220 027	NLS : 8 072 306
Cadout Frédéric	NIGEND : 168 979	NLS : 8 024 400
Moisson Frédéric	NIGEND : 207 790	NLS : 8 062 512

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Guerry Stéphane	NIGEND : 195 705	NLS : 8 048 219
Le Mevel Franck	NIGEND : 218 537	NLS : 8 071 427
Fourneau Benoît	NIGEND : 249 369	NLS : 8 100 319
Portello Firmin	NIGEND : 201 473	NLS : 8 052 619
Lo Scalzo Stéphanie	NIGEND : 310 274	NLS : 8 092 093
Laurent Thierry	NIGEND : 131 048	NLS : 5 283 256
Poirier Bruno	NIGEND : 150 588	NLS : 8 008 388
Lefebvre Alain	NIGEND : 129 842	NLS : 5 283 855
Goudot Philippe	NIGEND : 119 315	NLS : 5 242 244
Bouchard Yves	NIGEND : 129 565	NLS : 5 282 607
Courbot Jean-Luc	NIGEND : 129 437	NLS : 5 281 424
Messina Anthony	NIGEND : 207 891	NLS : 8 061 339

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Chicot Benjamin	NIGEND : 354 080	NLS : 8 143 741
Ackermann Charline	NIGEND : 333 385	NLS : 8 133 197
Lépinay Christophe	NIGEND : 344 202	NLS : 8 138 654
Costa Thibault	NIGEND : 358 909	NLS : 8 146 891
Devin Nicolas	NIGEND : 335 890	NLS : 8 134 272
Bussy Raphaël	NIGEND : 183 495	NLS : 8 038 057
Comont Michaël	NIGEND : 225 601	NLS : 6 594 417
Bachut Xavier	NIGEND : 220 579	NLS : 8 083 481
Lacour Olivier	NIGEND : 196 186	NLS : 8 053 017
Vincent David	NIGEND : 192 991	NLS : 8 047 319
Bacon Michaël	NIGEND : 195 223	NLS : 8 056 309
Pavy Grégory	NIGEND : 165 717	NLS : 8 022 273
Lauvergeon Bernard	NIGEND : 171 610	NLS : 8 026 208

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France**Décision n° 18322 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1927056S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Maurin Ludovic	NIGEND : 148 752	NLS : 8 006 556
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Boquet Jean-Lou	NIGEND : 192 408	NLS : 6 013 873
Clergeau Franck	NIGEND : 149 384	NLS : 8 007 221
Hannon Jérôme	NIGEND : 171 312	NLS : 8 026 848

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Pecqueur Thomas	NIGEND : 244 573	NLS : 8 096 909
Engling Sébastien	NIGEND : 197 428	NLS : 8 048 830
Charlier Régis	NIGEND : 163 294	NLS : 8 020 113
Nouveau Albanne	NIGEND : 187 663	NLS : 8 043 241
Dupré Nicolas	NIGEND : 189 239	NLS : 8 039 129
Dejoie François	NIGEND : 232 034	NLS : 8 085 664
Laurier Grégory	NIGEND : 192 916	NLS : 8 049 237
Dos Santos Jorge	NIGEND : 171 820	NLS : 8 026 265
Colle Rémi	NIGEND : 247 251	NLS : 8 089 135
Thabouret Alexandre	NIGEND : 249 185	NLS : 8 100 159

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Gérard Laurent	NIGEND : 340 921	NLS : 8 137 210
Briand Aurélia	NIGEND : 318 664	NLS : 8 111 412
Bellmas Thibault	NIGEND : 362 043	NLS : 8 144 346
Prévôtat Arnaud	NIGEND : 319 290	NLS : 8 111 964
Blampain Stéphane	NIGEND : 232 326	NLS : 8 079 030
Josse Vincent	NIGEND : 217 021	NLS : 8 070 479

Rousseau Philippe	NIGEND : 218 477	NLS : 8 064 953
Kerguiduff Gaëlle	NIGEND : 317 375	NLS : 8 111 246
Leturcq Milène	NIGEND : 216 819	NLS : 8 070 396
Tibaux David	NIGEND : 178 792	NLS : 8 029 487
Monflier Serge	NIGEND : 170 796	NLS : 8 026 475
Legros Yannick	NIGEND : 177 665	NLS : 8 035 487
Ghys Sébastien	NIGEND : 204 224	NLS : 8 059 948

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie des Hauts-de-France,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Somme,*
M. FRUSTIÉ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 65336 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1927072S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88838 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828662S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Merlaud-Guillot Lionnel NIGEND : 180064 NLS : 8029763

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Deduit Frank NIGEND : 212741 NLS : 8063670

Guilhaire Alexandre NIGEND : 237762 NLS : 8086954

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Guichard Olivier NIGEND : 166158 NLS : 8022637

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
V. LAMBALLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 65341 du 7 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1927073S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88840 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828664S);

Vu la décision n° 7343 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828665S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Bernabo Frédéric NIGEND : 163 612 NLS : 8 020 309

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Nizan Anthony NIGEND : 215 835 NLS : 8 064 221

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Minatchy Jean-Luc NIGEND : 148 506 NLS : 8 006 277

Savarit Frédéric NIGEND : 147 400 NLS : 8 005 285

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Grenouilloux Séverine NIGEND : 159 963 NLS : 8 017 052

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
V. LAMBALLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 12591 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1927051S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Brunelli Martial	NIGEND : 153 053	NLS : 8 012 916
Lambert Christine	NIGEND : 152 868	NLS : 8 010 762

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Prost-Tournier Sébastien	NIGEND : 183 100	NLS : 8 033 870
Cholley Damien	NIGEND : 169 260	NLS : 8 024 923
Perret Hervé	NIGEND : 148 513	NLS : 8 006 382

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Kuligowski Jean-Charles	NIGEND : 132 300	NLS : 5 295 063
Jacus Daniel	NIGEND : 125 213	NLS : 5 279 742
Bourdôt Jean-Pierre	NIGEND : 70 007	NLS : 5 282 615
Bulle Christophe	NIGEND : 138 902	NLS : 5 323 417
Clerc Hervé	NIGEND : 128 875	NLS : 5 282 909
Charnoz Jean-Michel	NIGEND : 144 392	NLS : 8 003 525
Odent Patrick	NIGEND : 142 947	NLS : 8 002 176

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Pétronelli Guy	NIGEND : 151 950	NLS : 8 009 983
Voidey Jérôme	NIGEND : 146 309	NLS : 8 003 999
Brun Fabrice	NIGEND : 134 225	NLS : 5 310 832
Lorange Daniel	NIGEND : 141 964	NLS : 8 000 662
Briselance Patrick	NIGEND : 147 188	NLS : 8 005 508
Ruimy Christophe	NIGEND : 145 475	NLS : 8 004 881
Poncet Jean-François	NIGEND : 140 470	NLS : 5 281 674

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 octobre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,*
S. GAUFFENY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 23136 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais**

NOR : INTJ1927053S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Delattre Christophe	NIGEND : 154489	NLS : 8009518
Pruvost Michel	NIGEND : 204249	NLS : 8054860

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Poton Bertrand	NIGEND : 217524	NLS : 8064458
Bécaud Mathieu	NIGEND : 204219	NLS : 8054803
Carlier Jean-Paul	NIGEND : 208792	NLS : 8062394
Félix Hervé	NIGEND : 188389	NLS : 8045453
Leclercq Martial	NIGEND : 139107	NLS : 8000051

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Boutillier Sébastien	NIGEND : 204143	NLS : 8054808
Cavro Rémi	NIGEND : 233181	NLS : 8085814
Leclercq Pierre	NIGEND : 220237	NLS : 8083404
Taverne Daniel	NIGEND : 136951	NLS : 5312092
Stempin Frédéric	NIGEND : 131189	NLS : 5282976
Saux Dominique	NIGEND : 136043	NLS : 5322272
Claret Bruno	NIGEND : 131892	NLS : 5294520
Delerue Denis	NIGEND : 115628	NLS : 5190307
Degond Thierry	NIGEND : 133449	NLS : 5295024
Mahieu Didier	NIGEND : 133100	NLS : 5295143

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Bouleux Philippe	NIGEND : 150614	NLS : 8008419
Gillon Francis	NIGEND : 147956	NLS : 8006130

Barré Cathy	NIGEND : 142 687	NLS : 8 001 609
Hardy Frédéric	NIGEND : 150 417	NLS : 8 008 246
Bilau Franck	NIGEND : 134 461	NLS : 5 310 907
Gruny Didier	NIGEND : 147 844	NLS : 8 008 554
Frutier René	NIGEND : 146 094	NLS : 8 004 615
Boëte Patrick	NIGEND : 154 472	NLS : 8 012 206
Chieux Didier	NIGEND : 151 754	NLS : 8 009 826
Riquart Frédéric	NIGEND : 147 896	NLS : 8 008 589
Degrutère Philippe	NIGEND : 136 869	NLS : 5 322 725
Penin Éric	NIGEND : 160 674	NLS : 8 017 672

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 23137 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1927054S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31612 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828652S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Schneider Philippe	NIGEND : 124 113	NLS : 5 244 888
Seib Pierre-Olivier	NIGEND : 192 078	NLS : 8 040 089

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Lanez Romuald	NIGEND : 229 250	NLS : 8 084 811
Bidard Romain	NIGEND : 233 239	NLS : 8 086 009
Derreveau Nicolas	NIGEND : 224 410	NLS : 8 083 813

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Outtier David	NIGEND : 168 784	NLS : 8 024 577
Gadeyne Thierry	NIGEND : 216 488	NLS : 8 064 323
Depoers Stéphane	NIGEND : 190 524	NLS : 8 039 324

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 47236 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ1927026S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64538 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835767S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Le Tirant David	NIGEND : 144 968	NLS : 8 003 667
Quiles Patrick	NIGEND : 70 525	NLS : 5 282 789

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Rebufat Eric	NIGEND : 174 276	NLS : 8 027 985
Nivoix Prisca	NIGEND : 203 770	NLS : 8 054 768
Curé Vincent	NIGEND : 195 162	NLS : 8 047 740
Gengembre José	NIGEND : 140 956	NLS : 8 000 433
Nicolle Éric	NIGEND : 158 856	NLS : 8 015 976
Gaud Philippe	NIGEND : 163 415	NLS : 8 020 042

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Barberat Rémi	NIGEND : 151 857	NLS : 8 009 900
Haussy Luc	NIGEND : 132 405	NLS : 5 295 554
Chatry Philippe	NIGEND : 127 373	NLS : 5 280 137
Bastelica Pierre-Jean	NIGEND : 150 371	NLS : 8 008 206
Lengrand Jean-François	NIGEND : 124 595	NLS : 5 244 258
Richard Christophe	NIGEND : 125 144	NLS : 5 279 687
Le Pesteur Françoise	NIGEND : 151 393	NLS : 8 009 471
Folope Pascal	NIGEND : 124 695	NLS : 5 269 766
Brunet Maurice	NIGEND : 132 801	NLS : 5 294 710
Payre Jean-Luc	NIGEND : 129 490	NLS : 5 281 473
Rué Sylvie	NIGEND : 141 738	NLS : 8 006 579
Leifer Alain	NIGEND : 131 682	NLS : 5 293 956
Morel Didier	NIGEND : 139 256	NLS : 5 264 366
Robert Pascal	NIGEND : 124 109	NLS : 5 269 586

Mahlmann Bruno	NIGEND : 133 901	NLS : 5 294 852
Belliardo Alain	NIGEND : 131 346	NLS : 5 283 413
Béguin Hervé	NIGEND : 147 792	NLS : 8 008 607
Duclaud Pierre	NIGEND : 126 632	NLS : 5 280 723
Arnaud Jean-Louis	NIGEND : 134 083	NLS : 5 294 902
Bonnet Christian	NIGEND : 145 763	NLS : 8 002 523

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Crambade Laurent	NIGEND : 153 309	NLS : 8 011 322
Breyton Didier	NIGEND : 160 745	NLS : 8 017 809
Morlec Xavier	NIGEND : 211 436	NLS : 8 063 447
Toupence Emmanuel	NIGEND : 154 794	NLS : 8 012 379
Volpato Benoît	NIGEND : 167 907	NLS : 8 023 699
Collignon Bertrand	NIGEND : 195 730	NLS : 8 047 914
Norhadian Franck	NIGEND : 189 124	NLS : 8 039 075
Juhel Jérôme	NIGEND : 174 869	NLS : 8 032 359
Jouvray William	NIGEND : 189 322	NLS : 8 039 147
O'Ferrall Jean	NIGEND : 179 188	NLS : 8 041 444
Galasso Olivier	NIGEND : 188 022	NLS : 8 038 544
Ouillon Arnault	NIGEND : 196 369	NLS : 8 048 357
Haye Stéphane	NIGEND : 189 165	NLS : 8 039 003
André Stéphane	NIGEND : 180 427	NLS : 8 029 802
Doyard Florian	NIGEND : 219 418	NLS : 6 559 731
Da Silva Pereira Joaquim	NIGEND : 191 246	NLS : 8 039 622
Biegalski Jonathan	NIGEND : 206 012	NLS : 8 059 219
Faure Florent	NIGEND : 176 890	NLS : 8 032 244
Bouez Maxime	NIGEND : 175 262	NLS : 8 030 518
Autier David	NIGEND : 173 146	NLS : 8 032 096
Chambon David	NIGEND : 189 599	NLS : 8 042 426

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 47246 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud

NOR : INTJ1927027S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64550 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835771S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Kermanac'h Pascal	NIGEND : 157 426	NLS : 8 014 349
Wolfarth Éric	NIGEND : 186 813	NLS : 8 038 284
Rucar Pascal	NIGEND : 132 200	NLS : 5 295 367

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Vaz Da Gama Jean-Philippe	NIGEND : 169 092	NLS : 8 024 798
Malfait Lionel	NIGEND : 165 874	NLS : 8 022 362
Le Guennec Yann	NIGEND : 171 439	NLS : 8 026 959
Contamine Pascal	NIGEND : 157 258	NLS : 8 014 815

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Simonini Charles	NIGEND : 118 602	NLS : 5 241 985
Carpus Pascal	NIGEND : 133 434	NLS : 5 311 310
Joullié Bernard	NIGEND : 134 263	NLS : 5 310 878
Roblot Jean-François	NIGEND : 120 246	NLS : 5 221 040
Poly Thierry	NIGEND : 120 742	NLS : 5 242 677
Despax Thierry	NIGEND : 129 694	NLS : 5 252 851
Radier Emmanuel	NIGEND : 128 241	NLS : 5 271 190
Subtil Didier	NIGEND : 122 698	NLS : 5 220 281
Chapuis Christophe	NIGEND : 155 660	NLS : 8 013 416
Grangie Denis	NIGEND : 132 398	NLS : 5 295 451

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Azorin Alain	NIGEND : 178 923	NLS : 8 041 414
Plainard Thierry	NIGEND : 212 692	NLS : 8 063 624

Maubray Yann
Bezzolato Guillaume

NIGEND : 151 403
NIGEND : 162 759

NLS : 8 009 480
NLS : 8 019 610

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 1920 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1927079S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2620 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828666S);

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Sauvaget Marc	NIGEND : 136946	NLS : 5322688
----------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Delante Francis	NIGEND : 146883	NLS : 8004699
------------------------	-----------------	---------------

Chaussereau David	NIGEND : 171522	NLS : 8026117
--------------------------	-----------------	---------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 octobre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'armement,*
M. HAMEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 28849 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1927031S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S);

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Joulia Richard NIGEND : 154 064 NLS : 8 011 353

Pierre Rémy NIGEND : 142 779 NLS : 8 001 573

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Touzé Frédéric NIGEND : 132 214 NLS : 5 295 381

Lopes Cédric NIGEND : 179 176 NLS : 8 036 411

Fourcade Éric NIGEND : 153 236 NLS : 8 011 055

Epain Laëtitia NIGEND : 176 313 NLS : 8 028 740

Dutech Jean-Marc NIGEND : 155 943 NLS : 8 013 544

Marino Franck NIGEND : 167 114 NLS : 8 023 252

Rigail Nathalie NIGEND : 149 952 NLS : 8 007 885

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Jourdan Thierry NIGEND : 135 579 NLS : 5 323 672

Debs Lionel NIGEND : 140 387 NLS : 5 325 025

Mialhe Laurent NIGEND : 149 320 NLS : 8 007 064

Castells Michel NIGEND : 147 000 NLS : 8 005 410

Orazi Thierry NIGEND : 139 369 NLS : 5 296 076

Panis Christian NIGEND : 131 706 NLS : 5 293 975

Redempt Patrick NIGEND : 127 973 NLS : 5 281 067

Marcerou Éric NIGEND : 135 043 NLS : 5 311 486

Tedesco Jean NIGEND : 141 694 NLS : 8 001 389

Latapie Jean-Claude NIGEND : 137 210 NLS : 5 323 057

Viroulet Patrick NIGEND : 69 847 NLS : 5 271 406

Albinet Florence NIGEND : 127 095 NLS : 5 280 800

Rispa Patrick	NIGEND : 141 302	NLS : 8 001 288
Huillet Philippe	NIGEND : 151 505	NLS : 8 009 639
Berlic Jean-Philippe	NIGEND : 152 797	NLS : 8 010 703
Boissière Thierry	NIGEND : 133 577	NLS : 5 311 731
Loubet Daniel	NIGEND : 143 229	NLS : 8 002 596
Martin Francis	NIGEND : 125 118	NLS : 5 279 665
Flouw Claude	NIGEND : 146 091	NLS : 8 004 444
France Richard	NIGEND : 118 566	NLS : 5 241 995

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Wissocq Joël	NIGEND : 158 115	NLS : 8 015 399
Anselmino Christophe	NIGEND : 154 712	NLS : 8 012 302
Vallée Bruno	NIGEND : 136 955	NLS : 5 322 694
Barbas Alexandre	NIGEND : 136 068	NLS : 5 322 503
Lèches Jean-Michel	NIGEND : 150 761	NLS : 8 007 959
Torres Frédéric	NIGEND : 153 151	NLS : 8 010 598
Quintallet Jean	NIGEND : 146 558	NLS : 8 004 271
Cloucard Pascal	NIGEND : 139 725	NLS : 5 325 230
Degeilh Jean	NIGEND : 137 836	NLS : 5 323 329
Mousseux Jean-Pierre	NIGEND : 139 883	NLS : 5 272 163
Gobatto Thierry	NIGEND : 138 128	NLS : 5 324 618
Fraud Fabrice	NIGEND : 140 401	NLS : 5 325 032
Vaquer Jean-François	NIGEND : 155 515	NLS : 8 013 194
Sompayrac Florent	NIGEND : 138 983	NLS : 5 323 394
Darnaud Pierre	NIGEND : 144 928	NLS : 8 003 634
Nicolas Steven	NIGEND : 339 211	NLS : 8 136 099

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 octobre 2019.

*Le général de division, commandant
la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne*
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 32432 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges

NOR : INTJ1927032S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Kasproicz Christophe	NIGEND : 188 026	NLS : 8 038 441
Maudru Christophe	NIGEND : 141 666	NLS : 8 001 364

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Husson Christian	NIGEND : 148 097	NLS : 8 008 766
Bos Olivier	NIGEND : 171 266	NLS : 8 026 314
Riboulot Éric	NIGEND : 148 247	NLS : 8 006 075
Trimborn Kévin	NIGEND : 215 948	NLS : 8 069 703
Marchal Cédric	NIGEND : 197 362	NLS : 8 048 862

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Crepey Serge	NIGEND : 125 585	NLS : 5 244 414
Gérardin Olivier	NIGEND : 134 889	NLS : 5 312 020
Pierrot Alain	NIGEND : 129 653	NLS : 5 222 485
Briat Jean-Luc	NIGEND : 126 792	NLS : 5 279 314
Balfin Pascal	NIGEND : 124 647	NLS : 5 269 711
Hennebo Dominique	NIGEND : 140 418	NLS : 5 325 040
Lenfant Olivier	NIGEND : 129 720	NLS : 5 283 054
Rolin Hervé	NIGEND : 138 184	NLS : 5 281 889
Laurent Arnaud	NIGEND : 125 410	NLS : 5 270 620
Durand Fabrice	NIGEND : 131 771	NLS : 5 282 220
Fanard Olivier	NIGEND : 126 284	NLS : 5 279 225
Géhin Jean-Philippe	NIGEND : 124 266	NLS : 5 243 344
Foisel Christophe	NIGEND : 131 391	NLS : 5 283 447
Di Liberatore Alberto	NIGEND : 124 250	NLS : 5 220 232

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Guillaume Alexandre	NIGEND : 199 682	NLS : 8 053 525
Petitdemange Eric	NIGEND : 164 771	NLS : 8 021 282
Paté Franck	NIGEND : 208 549	NLS : 8 062 701
Eloy Gilles	NIGEND : 198 939	NLS : 8 053 724
Huck Francis	NIGEND : 201 187	NLS : 8 044 029
Reale Gaël	NIGEND : 211 577	NLS : 8 063 368
Boizot Sébastien	NIGEND : 177 103	NLS : 8 031 649
Eulry Cédric	NIGEND : 170 094	NLS : 8 025 337
Guillot Emmanuel	NIGEND : 178 972	NLS : 8 040 793
Antoine Luc	NIGEND : 139 564	NLS : 8 000 204
Devaud Fabien	NIGEND : 150 289	NLS : 8 008 131
Bourada Lilian	NIGEND : 145 766	NLS : 8 002 524
Thouvenot Emmanuel	NIGEND : 150 928	NLS : 8 008 496
Cadez Philippe	NIGEND : 149 015	NLS : 8 006 913
Sassu Laurent	NIGEND : 141 850	NLS : 8 001 982
Drozak Christophe	NIGEND : 162 518	NLS : 8 019 227
Grochowalski Nicolas	NIGEND : 160 900	NLS : 8 017 947

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

**Décision n° 44805 du 10 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris**

NOR : INTJ1927000S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S);

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Fau Gérard	NIGEND : 118 745	NLS : 5 242 118
Brot Lionel	NIGEND : 158 377	NLS : 5 304 284

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Valentin Jean-Luc Nigend :	142 638	NLS : 5 272 496
Martineau Franck	NIGEND : 186 478	NLS : 8 043 198
Lamrabet Khalid	NIGEND : 223 670	NLS : 8 073 585

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Watbled Éric	NIGEND : 135 506	NLS : 5 322 884
Laliche Dominique	NIGEND : 155 088	NLS : 8 012 453
Etchessahar Olivier	NIGEND : 171 049	NLS : 6 574 795
Ansart François	NIGEND : 200 125	NLS : 8 048 689
Sudrie Manuel	NIGEND : 193 655	NLS : 8 047 597
Tremlet Philippe	NIGEND : 159 431	NLS : 5 312 864
Raffin Frédéric	NIGEND : 200 164	NLS : 8 048 762
Duville Alex	NIGEND : 174 020	NLS : 6 003 355
Lansmant Christophe	NIGEND : 172 447	NLS : 8 027 163
Murat Jean-François	NIGEND : 170 495	NLS : 8 025 674
Potteeuw Thomas	NIGEND : 183 942	NLS : 8 034 192

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Roy Fabrice	NIGEND : 226 207	NLS : 8 084 462
Tanguy Erwan	NIGEND : 216 516	NLS : 8 064 350

Lobel Hervé	NIGEND : 158 206	NLS : 8 015 563
Delehay Frédéric	NIGEND : 145 299	NLS : 8 003 756
Balssa Frédéric	NIGEND : 146 441	NLS : 8 004 302
Triconnet Éric	NIGEND : 152 404	NLS : 8 010 195
Lucenay José	NIGEND : 156 940	NLS : 8 014 473

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Corse

**Décision n° 7998 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1927029S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S);

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Friat Axel NIGEND : 172 038 NLS : 8 027 337

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Rousseau Stéphane NIGEND : 156 654 NLS : 8 014 177

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Behuré Philippe NIGEND : 146 732 NLS : 8 005 306

Besnault Caroline NIGEND : 127 097 NLS : 5 280 511

Granier Georges NIGEND : 129 614 NLS : 5 282 550

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019:

Hild Jacky NIGEND : 141 951 NLS : 8 000 653

Scarsi Corinne NIGEND : 211 361 NLS : 8 063 222

Busti Franck NIGEND : 158 628 NLS : 8 016 112

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Corse,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*
T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

Décision n° 14160 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime

NOR : INTJ1927080S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17510 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828669S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Manfredi Gabriel	NIGEND : 157 760	NLS : 8 014 974
Pacheco José	NIGEND : 70 756	NLS : 8 092 886

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Rochard Arnaud	NIGEND : 165 469	NLS : 8 022 076
Cosneau Franck	NIGEND : 167 629	NLS : 8 023 124
Kravtsoff Julien	NIGEND : 197 302	NLS : 8 048 417
Grannec Charles	NIGEND : 163 163	NLS : 8 019 252
Finotto Jean-Marie	NIGEND : 171 169	NLS : 8 026 734

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Martin Xavier	NIGEND : 196 293	NLS : 8 048 324
Mirabel Christophe	NIGEND : 172 759	NLS : 8 033 025
Dréan Herle	NIGEND : 188 667	NLS : 8 038 730
Couffin Philippe	NIGEND : 144 517	NLS : 8 003 023
Lavocat Mathieu	NIGEND : 217 850	NLS : 8 064 685

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Le Mentec José	NIGEND : 135 457	NLS : 5 322 855
Bano Richard	NIGEND : 146 728	NLS : 8 005 204
Goubil Pascal	NIGEND : 154 848	NLS : 8 012 544
Perrigaud Stéphane	NIGEND : 156 362	NLS : 8 014 075
Paradowski Patrick	NIGEND : 150 448	NLS : 8 008 276

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le colonel, commandant en second
la gendarmerie maritime,*

A. LE DROFF

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 17388 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1927009S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Catteau Jean-Louis	NIGEND : 140 373	NLS : 5 325 018
Rousseau Jean-Michel	NIGEND : 154 890	NLS : 8 012 581

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Priem Cyril	NIGEND : 182 861	NLS : 8 033 746
Boulengier Julien	NIGEND : 182 802	NLS : 8 041 283
Pelletier Joachim	NIGEND : 169 325	NLS : 8 024 987
Violette François	NIGEND : 156 673	NLS : 8 014 196

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Martin Jean-Jacques	NIGEND : 128 666	NLS : 5 283 536
Pinsat Jean-Luc	NIGEND : 132 445	NLS : 5 295 474
Poitou Eric	NIGEND : 128 929	NLS : 5 282 861
Allard Vincent	NIGEND : 127 351	NLS : 5 280 100
Marié Pascal	NIGEND : 127 069	NLS : 5 280 780
Bardy Hervé	NIGEND : 129 417	NLS : 5 281 506
Grelaud Pascal	NIGEND : 131 481	NLS : 5 271 473
Touzot Bruno	NIGEND : 139 668	NLS : 8 000 188
Farouil Eric	NIGEND : 135 235	NLS : 5 312 148

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Barbier Philippe	NIGEND : 208 509	NLS : 8 062 724
Perche Thierry	NIGEND : 151 555	NLS : 8 009 665
Jean Christophe	NIGEND : 155 079	NLS : 8 007 546
Gagnadoux Didier	NIGEND : 141 480	NLS : 8 000 535

Ragueneau Christophe	NIGEND : 149 585	NLS : 8 007 378
Pézet Éric	NIGEND : 147 386	NLS : 8 005 262
Montrignac Jean-Marc	NIGEND : 145 349	NLS : 8 003 790
Bracq Philippe	NIGEND : 143 307	NLS : 8 000 614

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Vienne,
Y. DUMEZ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 44806 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1926997S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019:

Cuniquie Laurent	NIGEND : 141 465	NLS : 8 000 521
Granska Frédéric	NIGEND : 148 195	NLS : 8 008 732

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019:

Renciot Kinthia	NIGEND : 226 394	NLS : 8 084 400
Popotte Jules	NIGEND : 145 598	NLS : 8 004 860
Cohen Cyril	NIGEND : 218 457	NLS : 8 064 930
Martini Serge	NIGEND : 164 326	NLS : 8 021 063
Fernandes Charles	NIGEND : 230 688	NLS : 8 078 207
Frantz David	NIGEND : 177 648	NLS : 8 033 227
Lesecq Pierre	NIGEND : 210 038	NLS : 8 065 420
Bernard Ingrid	NIGEND : 185 460	NLS : 8 042 370

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019:

Hazouard Guillaume	NIGEND : 155 692	NLS : 8 013 433
Marlois Nicolas	NIGEND : 237 685	NLS : 8 082 499
Ancelin Sandrine	NIGEND : 233 363	NLS : 8 085 878
Albacète Sébastien	NIGEND : 228 027	NLS : 8 076 168
Micheau Jessica	NIGEND : 225 874	NLS : 8 074 702
Senoussi Zachary	NIGEND : 319 941	NLS : 8 112 186
Viers Nicolas	NIGEND : 247 685	NLS : 8 099 412
Jacquet Anthony	NIGEND : 229 095	NLS : 8 084 935
Thévenin Vincent	NIGEND : 241 279	NLS : 8 088 125
Torreblanca Matias	NIGEND : 169 234	NLS : 8 024 196
Tellier Cyril	NIGEND : 198 662	NLS : 8 046 967
Philippe Charlotte	NIGEND : 306 247	NLS : 8 104 161

Delaere Teddy	NIGEND : 247983	NLS : 8089305
Da Silva Christophe	NIGEND : 320954	NLS : 8093151
Viel Thomas	NIGEND : 340154	NLS : 8110755
Randoin Julien	NIGEND : 179545	NLS : 8037631
Lhomme Jean-François	NIGEND : 117805	NLS : 5218876

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Klein Cindy	NIGEND : 339165	NLS : 8135973
Guagliata Benjamin	NIGEND : 348649	NLS : 8117116
Lee-You Yann	NIGEND : 315275	NLS : 8110235
Fromentin Adeline	NIGEND : 199345	NLS : 8047045
One Jean	NIGEND : 248654	NLS : 8089805
Vidalie Hervé	NIGEND : 156525	NLS : 8013896
Delers Arnaud	NIGEND : 205316	NLS : 8055191
Rippert Nathalie	NIGEND : 169408	NLS : 8033982
Bauduin Laura	NIGEND : 214257	NLS : 8063981
Crivellaro Christophe	NIGEND : 162053	NLS : 8019022
Gasparello Christophe	NIGEND : 161744	NLS : 8018041
Khatib Aatman	NIGEND : 188519	NLS : 8043310
Gallet Romain	NIGEND : 199329	NLS : 8049970
Hyppolite Christophe	NIGEND : 172284	NLS : 8032059
Coche Grégory	NIGEND : 156705	NLS : 8014224
Champagne David	NIGEND : 190522	NLS : 8039310
Charpentier Michaël	NIGEND : 214271	NLS : 8063993
Berthelot Éric	NIGEND : 217817	NLS : 8064655
Petit Wilfried	NIGEND : 201790	NLS : 8052618
Mélisse-Jean-François Max	NIGEND : 201818	NLS : 8052592
Hernandez Nicolas	NIGEND : 190561	NLS : 8038954

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,
É.-P. MOLOWA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale

Décision n° 60600 du 11 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »

NOR : INTJ1927064S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S);

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S);

Vu la décision n° 88838 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828662S);

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Bernabé Claire	NIGEND : 134 581	NLS : 8 001 109
Midali Éric	NIGEND : 155 104	NLS : 8 012 467

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Desmazières Laurent	NIGEND : 167 083	NLS : 8 023 223
----------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Gaudin Lionel	NIGEND : 155 808	NLS : 8 013 241
Carlier Élisabeth	NIGEND : 131 230	NLS : 5 294 019
Desternes Olivier	NIGEND : 70 025	NLS : 5 282 629
Fourmage Guy	NIGEND : 137 707	NLS : 5 281 752
Le Cardinal Jean-Marie	NIGEND : 198 571	NLS : 8 046 944

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Conil Frédéric	NIGEND : 146 462	NLS : 8 003 922
Michel Gérard	NIGEND : 145 588	NLS : 8 003 954
Pédron André	NIGEND : 138 291	NLS : 5 322 379
Préfaut Pascal	NIGEND : 138 586	NLS : 5 324 983
Fabrizi Karine	NIGEND : 138 343	NLS : 8 003 647
Desruisseaux Érick	NIGEND : 161 959	NLS : 8 018 929
Decodts Éric	NIGEND : 162 787	NLS : 8 019 634
Mensch Marie-Aude	NIGEND : 323 889	NLS : 8 093 762
Merienne Philippe	NIGEND : 171 936	NLS : 8 027 058

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

*Le général de division,
commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale,*
O. GUÉRIF

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est**Décision n° 15915 du 14 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1927044S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S);

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Demeuve Bernard	NIGEND : 137 183	NLS : 5 323 042
Bernhard Anthony	NIGEND : 160 973	NLS : 8 018 006
Munier Bruno	NIGEND : 149 939	NLS : 8 007 873

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Dhordain Mickaël	NIGEND : 210 656	NLS : 8 065 860
Colin David	NIGEND : 149 500	NLS : 8 007 319
Caudrelier Bertrand	NIGEND : 193 011	NLS : 8 047 244
Méret Laurent	NIGEND : 139 633	NLS : 8 000 152

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Buny Alain	NIGEND : 133 302	NLS : 5 295 919
Challamel Bernard	NIGEND : 134 998	NLS : 5 311 438
Herbiet Éric	NIGEND : 124 271	NLS : 5 243 247
Lambert Thierry	NIGEND : 134 819	NLS : 5 311 058
Vasseur Dominique	NIGEND : 134 195	NLS : 5 294 595
Houriez Pascal	NIGEND : 117 562	NLS : 5 220 661
Decorny Lionel	NIGEND : 126 811	NLS : 5 279 332
Tambour Denis	NIGEND : 070 208	NLS : 5 293 583
Dessaint Jacques	NIGEND : 124 160	NLS : 5 269 650

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Legris Guy	NIGEND : 153 713	NLS : 8 011 654
Provoost Vincent	NIGEND : 207 211	NLS : 8 061 059

Guilloux Marc	NIGEND : 159 047	NLS : 8 016 348
Bantegnie Emmanuel	NIGEND : 162 491	NLS : 8 019 405
Douay Jean-Luc	NIGEND : 165 838	NLS : 8 021 633
Macheret Patrick	NIGEND : 146 525	NLS : 8 004 251
Vaillant Éric	NIGEND : 153 393	NLS : 8 011 295
Rusé Laurent	NIGEND : 150 594	NLS : 8 008 390
Lepage Valérie	NIGEND : 152 349	NLS : 8 010 147
Bonnaire Rudy	NIGEND : 139 049	NLS : 8 000 108
Laurin Yohan	NIGEND : 207 022	NLS : 8 062 342

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 octobre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Marne,*
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 70180 du 15 octobre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1929300S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié fixant le régime de solde des militaires;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 52574/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 7 octobre 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « auto-engins blindés »;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001, relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle,

Décide :

Article 1^{er}

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1^{er} novembre 2019 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « auto-engins blindés » dont le nom figure ci-après :

Ahamadi Nassur	NIGEND : 423 861
Barret Richard	NIGEND : 423 774
Bergeron Michaël	NIGEND : 423 784
Garnier Corentin	NIGEND : 383 153
Steinmetz Vincent	NIGEND : 402 940

Article 2

La décision n° 68849 du 9 octobre 2019 (NOR : INTJ1928698S) est retirée.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 25 septembre 2019 portant agrément d'un organisme de formation
au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1927578A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 19 juillet 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes», sis 293, avenue du Maréchal-Foch, à Mont-de-Marsan (40003),

Arrête:

Article 1^{er}

L'organisme de formation dénommé «Chambre de commerce et d'industrie des Landes», sis 293, avenue du Maréchal-Foch, à Mont-de-Marsan (40003), est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé «Chambre de commerce et d'industrie des Landes», sis 293, avenue du Maréchal-Foch, à Mont-de-Marsan (40003) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau
des polices administratives,*
C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 8 octobre 2019 portant agrément d'un organisme de formation
au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1928736A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 16 août 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «super conseils et formations», sis 9, rue Bartholdi, à Saint-André-les-Vergers (10120),

Arrête:

Article 1^{er}

L'organisme de formation dénommé «super conseils et formations», sis 9, rue Bartholdi, à Saint-André-les-Vergers (10120), est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé «super conseils et formations», sis 9, rue Bartholdi, à Saint-André-les-Vergers (10120) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau
des polices administratives,*

C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 9 octobre 2019 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique

NOR : INTD1928792A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu l'arrêté n° INTD1427140A du 18 novembre 2014 agréant l'organisme dénommé « CONTRAST », sis 28, rue de l'Obier, à Nîmes (30900), pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 7 août 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé « CONTRAST », sis 221, rue Claude-Nicolas-Ledoux, à Nîmes (30900),

Arrête:

Article 1^{er}

L'organisme de formation dénommé « CONTRAST », sis 221, rue Claude-Nicolas-Ledoux, à Nîmes (30900), est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant », la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé « CONTRAST », sis 221, rue Claude-Nicolas-Ledoux, à Nîmes (30900) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau
des polices administratives,
C. BORGUS*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 11 octobre 2019 portant agrément d'un organisme de formation
au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1928877A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3332-1-1 et R. 3332-4 à R. 3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R. 3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 7 octobre 2019 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «MEMENTO FORMATION», sis 2A, montée Bel-Air, à Eyguières (13430),

Arrête:

Article 1^{er}

L'organisme de formation dénommé «MEMENTO FORMATION», sis 2A, montée Bel-Air, à Eyguières (13430), est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé «MEMENTO FORMATION», sis 2A, montée Bel-Air, à Eyguières (13430) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau
des polices administratives,
C. BORGUS*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision n° 71/2019 du 21 octobre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail

NOR : INTD1929950S

Le directeur du Conseil national des activités privées de sécurité,
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 634-1 et L. 634-3-1 ;
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 8271-1-2, L. 8271-6-3 et L. 8211-1 ;
Vu le décret du 18 juillet 2018 portant nomination du directeur du Conseil national des activités privées de sécurité - M. MAILLET (Cyrille) ;
Vu le règlement intérieur du Conseil national des activités privées de sécurité en date du 29 juin 2016,

Décide :

Article 1^{er}

Les agents du Conseil national des activités privées de sécurité dont les noms et fonctions figurent en annexe sont habilités, d'une part, à recevoir des agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail tous renseignements et tous documents leur permettant d'assurer le contrôle des personnes exerçant les activités privées de sécurité pour tirer les conséquences d'une situation de travail illégal et, d'autre part, à transmettre à ces mêmes agents tous renseignements et documents nécessaires à leur mission de lutte contre le travail illégal.

Article 2

La décision n° 55/2019 du 9 septembre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail est abrogée.

Article 3

Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site Internet du Conseil national des activités privées de sécurité.

Fait le 21 octobre 2019.

*Le directeur du Conseil national
des activités privées de sécurité,*
C. MAILLET

A N N E X E

I. – AGENTS DU SIÈGE DU CNAPS

BESSE	Christophe	Directeur des opérations
BERTAUX	Pierre-Frédéric	Directeur de cabinet
MULOT-RADOJCIC	Karine	Cheffe du service central du contrôle
AKBULUT	Pervin	Adjointe au chef du service central du contrôle
TROUPLIN	Damien	Contrôleur central
TAMEN	Emmanuel	Contrôleur central
HELLOUIN de CENIVAL	Sabine	Contrôleuse centrale
ARDANS	Sébastien	Chef du service des affaires juridiques et du contentieux
BOUYX	Virginie	Adjointe au chef du service des affaires juridiques et du contentieux
RIVIERE	Vincent	Adjoint au chef du service des affaires juridiques et du contentieux
WILLIAM	Jonathan	Chargé des affaires juridiques
EL KHOURY	Sonia	Chargée des affaires juridiques
DESQUEST	Amaury	Chargé des affaires juridiques
FRILLEY	Marie	Chargée des affaires juridiques
DECHIN	Cyriaque	Chargé des affaires juridiques

II. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION ÎLE-DE-FRANCE DU CNAPS

ZISU	Pierre	Délégué territorial
CHAUDRET	Marion	Adjointe au délégué territorial
KANOUTE	Majoula	Cheffe du contrôle
GRUNY	Hervé	Contrôleur
THEODORE	Gautier	Contrôleur
GRAS	Olivier	Contrôleur
LOUBEAU	Isabelle	Contrôleuse
DERUELLE	Aurélien	Contrôleur
LE GALL	Virginie	Contrôleuse
SLAVNIC	Sandra	Contrôleuse
ARTEIL	Xavier	Contrôleur
MAZUR	Patrick	Contrôleur
JACOB	Maximilien	Rapporteur

III. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION NORD DU CNAPS

MEERPOEL	Catherine	Déléguée territoriale
GUILLON	Geoffrey	Adjoint à la déléguée territoriale, chef de l'instruction
CROMBET	Fabrice	Adjoint au chef du contrôle
GUERREIRO	Johanni	Contrôleur
MAUFROID	Martine	Cheffe du contrôle
DE PREESTER	Bénédicte	Contrôleuse
KONIECZKO	Daniel	Contrôleur

DUQUENNE	Jean-Christophe	Contrôleur
LANDSWERDT	Christie	Rapporteuse
VAN ROMPU	Céline	Rapporteuse

IV. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD-EST DU CNAPS

BUCZEK	Jacques Olivier	Délégué territorial
TRAVADEL	Christophe	Adjoint au délégué territorial, chef de l'instruction
NEEL	Michel	Chef du contrôle
ROUX	Olivier	Adjoint au chef du contrôle
DERIEN	Fabrice	Contrôleur
HUMBERT	Laurent	Contrôleur
FORESTIER	Jérémie	Contrôleur
GIRARD	Romain	Rapporteur

V. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION OUEST

YADE	Samba	Délégué territorial
TENEZ	Audrey	Adjointe au délégué territorial, cheffe de l'instruction
DIENE	Salio	Adjoint au chef du contrôle
PORCHER	Florian	Contrôleur
HOCQUETTE	Jean-Luc	Chef du contrôle
PETIT	Francis	Contrôleur
TRICHASSON	Yann	Contrôleur
LEULLIETTE	Samantha	Contrôleuse
LE BRAS	Ludovic	Contrôleur

VI. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION EST

PY	Vanessa	Déléguée territoriale
PIRRONE	Julie	Adjointe à la déléguée territoriale par intérim, cheffe de l'instruction
CHERPITEL	Pascal	Chef du contrôle
FORTIER	Cinthia	Contrôleuse
GRANIER	Elodie	Contrôleuse
PAYET	Jérémy	Adjoint au chef du contrôle
VIGLIOTTI	Stéphanie	Contrôleuse
DUREL	Raphaël	Rapporteur

VII. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD-OUEST

THOMAS	Carol	Déléguée territoriale
MILLET	Karine	Contrôleuse
UDOT	Philippe	Contrôleur
TERMEAU	Yann	Chef du contrôle
MARCHAL	Bruno	Contrôleur
DRIEU	Amaury	Contrôleur
MESURE	Stéphanie	Adjointe au chef du contrôle

CASES	Sophie	Contrôleuse
NABERAT SARTOULET	Jean-Paul	Rapporteur

VIII. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD

LE MAGNEN	Guillaume	Délégué territorial
JOURNET	Anne	Adjointe au délégué territorial, cheffe de l'instruction
VERNY	Alexis	Adjoint au chef du contrôle
PEDRO	Clément	Contrôleur
DUCLOS	Boris	Chef du contrôle
CANAMAS	Jean-Philippe	Contrôleur
IOPETI	Sébastien	Contrôleur
CABARDOS	Olivier	Contrôleur
THEVOT	Anne-Laure	Rapporteuse

IX. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION ANTILLES-GUYANE DU CNAPS

GOANEC	Jean-Michel	Délégué territorial
--------	-------------	---------------------

X. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION OCÉAN INDIEN DU CNAPS

EFFANTIN	Emmanuel	Délégué territorial
----------	----------	---------------------

XI. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION EN POLYNÉSIE FRANÇAISE DU CNAPS

LAUDE	Frédéric	Délégué territorial
-------	----------	---------------------